

**Transcription du débat des chefs de parti politique du Québec du 31
mars 2003**

Olivier Côté

Boursier stagiaire 2011-2012

Avec l'aimable collaboration de Mme Danielle Simard

Service de la recherche, Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Assemblée nationale du Québec

12 juin 2012

En tant que boursier stagiaire 2011-2012 de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant, j'ai eu à rédiger un essai. Sous le titre *Politiciens, médias et cynisme politique des citoyens*¹, j'ai proposé une analyse comparative du discours politique et de la couverture médiatique des débats des chefs québécois de 1962 et de 2003. Comme il n'existait aucun compte rendu des débats, j'ai transcrit le débat des chefs de parti politique du Québec du 31 mars 2003.

Pour ce faire, j'ai employé deux sources, soit la version intégrale du débat des chefs de 2003 retransmise sur Youtube (<http://video.google.com/videoplay?docid=-7535749673301025263>) et la transcription des discours d'ouverture des trois chefs de parti publiée dans le journal *La Presse* le 1^{er} avril 2003. La présente transcription est donc le reflet direct de la télédiffusion d'origine.

J'ai privilégié comme approche une transcription qui se situe le plus près possible de la langue parlée par les intervenants. Le lecteur sera donc à même de déceler la couleur langagière de chacun d'entre eux. Je me suis aussi assuré de traduire le plus exactement possible les hésitations, les changements abrupts d'idée et les tentatives d'interruption de l'adversaire par les politiciens en présence. Toutefois, quelques expressions et constructions familières² ont été rectifiées à l'issue de la révision linguistique. En fait, il s'agissait d'appliquer partiellement la politique éditoriale du *Journal des débats* sans altérer le style de chacun des chefs.

Le débat des chefs de 2003 appartient à l'une des élections contemporaines les plus marquantes, notamment à cause de ses nombreux revirements (utilisation politique d'une déclaration de Jacques Parizeau, présence d'un troisième acteur, l'Action démocratique du Québec, de plus en plus populaire), encore que la deuxième guerre en Irak lui fasse un peu d'ombrage³.

Ce débat, qui eut lieu le 31 mars (le scrutin a été tenu le: 14 avril 2003), fut télédiffusé en direct sur les ondes de Télé-Québec, de Radio-Canada, de TQS et de TVA. Sa forme est

¹ Olivier Côté, *Politiciens, médias et cynisme politique des citoyens : analyse comparative du discours politique et des couvertures médiatiques des débats des chefs québécois de 1962 et de 2003*, Fondation Jean-Charles-Bonenfant, Assemblée nationale du Québec, juin 2012, 50 p.

² À titre d'exemples, pu, pis, y a, y a pas ont été remplacés respectivement par plus, puis, il y a et il n'y a pas.

³ Il est à noter que le premier débat des chefs québécois à la télévision succédant à celui de 1962 n'eut lieu qu'en 1994, soit 32 ans plus tard.

dynamique et intense. Son dynamisme tient du fait que les candidats Jean Charest, Mario Dumont et Bernard Landry s'affrontent dans des joutes verbales en face à face selon un principe d'alternance, cela sans médiation journalistique directe. Il faut aussi souligner que le temps de parole accordé à chaque politicien était plutôt court.

Le débat, animé par Jacques Moisan, démarre sur une déclaration d'ouverture d'une durée de trois minutes. Ensuite, quatre blocs sont abordés : gestion de l'État, finances publiques et économie; santé et mission sociale; travail, éducation, famille et autres missions de l'État. Chacun des trois candidats dispose d'une minute et demie pour s'exprimer sur le thème. Ensuite, sont proposés trois débats de cinq minutes avec, en alternance, des affrontements entre Jean Charest et Bernard Landry, Bernard Landry et Mario Dumont, Mario Dumont et Jean Charest. Le tout se conclut sur une déclaration finale de trois minutes de chacun des candidats.

Transcription du débat des chefs de parti politique du Québec du 31 mars 2003 animé par Jacques Moisan

Le débat oppose MM. Jean Charest, chef du Parti libéral du Québec, Mario Dumont, chef de l'Action démocratique du Québec, et Bernard Landry, président du Parti québécois.

(Musique « dramatique »)

M. Moisan : Mesdames, Messieurs, bonsoir. Ici Jacques Moisan. Je veux d'abord vous souhaiter la bienvenue à ce débat des chefs, édition 2003, diffusé simultanément ce soir à Radio-Canada, Télé-Québec, TQS et TVA. C'est un événement majeur qui est maintenant devenu une tradition dans nos campagnes électorales et qui revêt une importance particulière cette année puisque cette campagne a été quelque peu occultée par la situation internationale. Alors, belle occasion pour nous, donc, de reprendre contact avec notre réalité et sur laquelle nous avons notre mot à dire. Ce soir, les chefs des principaux partis nous feront part de leur vision, de leurs solutions à l'égard des grands dossiers qui nous préoccupent et qui les confrontent. Je vous les présente à l'instant, d'abord M. Bernard Landry, président du Parti québécois. Bonsoir M. Landry.

M. Landry : Bonsoir M. Moisan, bonsoir chers collègues.

M. Moisan : Ensuite, Jean Charest, le chef du Parti libéral du Québec. Jean Charest, bonsoir.

M. Charest : Bonsoir M. Moisan, M. Landry.

M. Moisan : Et le chef de l'Action démocratique, M. Mario Dumont. Bonsoir M. Dumont.

M. Dumont : Bonsoir.

M. Moisan : Donc un protocole très très précis a été négocié et convenu entre les représentants des partis et ceux des réseaux.

[...]

(IL FAUT D'ABORD AMÉLIORER LES SERVICES PUBLICS)

M. Landry : DANS DEUX semaines exactement, vous choisirez le gouvernement qui dirigera le Québec au cours des prochaines années. Il s'agit là d'un moment fondamental de notre vie démocratique.

Pour ma part, je voudrais vous livrer, ce soir, trois messages. Le premier est que le Québec va globalement dans la bonne direction. Le déficit a été éliminé. L'emploi atteint des sommets records. Il y a 200 000 personnes de moins sur l'aide sociale.

Deuxième message : notre priorité au cours du prochain mandat sera d'améliorer la qualité de vie, particulièrement celle des enfants et des familles. Et pour atteindre cet objectif, et c'est là mon troisième message, il faut compter sur une économie forte et faire les bons choix budgétaires.

Vous connaissez le bilan économique de mon gouvernement. Nous allons continuer à créer des emplois de qualité dans toutes les régions du Québec. Nous visons le plein emploi dès 2005.

Nos priorités sont claires : il faut améliorer les services publics d'abord. Nous avons pour la santé un plan d'action cohérent et précis que nous avons commencé à mettre en place. Il mise sur la prévention et le déploiement de services proches des gens, là où ils en ont besoin, chez leur médecin de famille, dans leur CLSC ou encore à domicile.

Quant à l'éducation, c'est aussi un investissement dans l'avenir. Nous allons poursuivre l'action pour que l'école soit un milieu d'apprentissage riche et un milieu de vie stimulant pour les élèves. Pour cela, nous allons allonger les heures d'enseignement, enrichir les activités parascolaires, mettre en place un vrai service d'aide aux devoirs, offrir un meilleur encadrement et plus de sécurité aux élèves et surtout renforcer l'enseignement des matières de base.

J'aurai l'occasion ce soir de parler des autres priorités d'un gouvernement du Parti québécois. Mais je voudrais insister maintenant sur le changement social le plus important que mon gouvernement vous propose : la conciliation famille-travail.

La conciliation famille-travail représente le plus grand changement social que le Québec ait connu depuis la Révolution tranquille. J'entends, comme chef du gouvernement, faire preuve de toute l'audace nécessaire pour faire en sorte que le Québec soit un environnement idéal pour mener une vie de famille riche et épanouissante.

La semaine de quatre jours sera l'élément marquant de ce projet. Elle deviendra réalité au Québec à compter du 1^{er} janvier prochain. D'autres changements majeurs seront mis en place : une troisième semaine de congés payés pour le tout le monde, les garderies seront ouvertes le soir et les fins de semaine, et l'horaire de l'école sera aménagé pour tenir compte des besoins des parents et des enfants.

Penser au Québec, c'est penser à son avenir et à celui de ses enfants. Et je vous propose que nous donnions toutes et tous au cours des prochaines années le meilleur de nous-mêmes pour que ce rêve devienne réalité.

M. Moisan : Merci M. Landry. Maintenant la parole est à M. Charest.

(FUSIONS : LA MÊME POSITION QUE RENÉ LÉVESQUE)

M. Charest : Ce soir, je m'adresse à tous les Québécois, mais en particulier je veux m'adresser aux Québécois qui veulent un changement de gouvernement. Le Parti libéral du Québec est prêt à changer les choses dans le sens de vos intérêts.

Depuis neuf ans, le gouvernement du Parti québécois a malheureusement fait de très mauvais choix. Il a presque détruit le réseau de la santé. Qui aurait dit, il y a 10 ans, que dans le Québec des années 2000, vous auriez peur de ne pas être soignés?

Sur le plan économique, le gouvernement de Bernard Landry a été irresponsable. Il a présidé au pire désastre financier de l'histoire du Québec : des pertes de plus de 13 milliards de dollars à la Caisse de dépôt. Il a choisi de ne rien faire, alors que, pendant quatre ans, on lui a demandé d'agir. Le gouvernement péquiste a gaspillé notre argent. Il a subventionné des multinationales qui n'en avaient pas besoin. Nous sommes les citoyens les plus taxés du continent et M. Landry veut qu'on le reste au moins jusqu'en 2010.

Depuis le début de la campagne, Bernard Landry fait tout pour échapper à son bilan et cacher son agenda sur la souveraineté à un point tel qu'il n'en a pas parlé dans ses remarques d'introduction.

Et il va essayer de faire la même chose ce soir, entre autres, en vous parlant de défusion.

Mettons les choses au clair :

Le Parti libéral du Québec ne fait pas campagne pour les défusions. Nous voulons redonner aux citoyens le droit de s'exprimer sur l'avenir de leur communauté. Cette position est exactement celle qui avait été défendue par René Lévesque, en 1976, sur la question des fusions municipales. Les citoyens retrouveront leur droit de parole. Ça s'appelle la démocratie. Je tiens à préciser que chaque citoyen devra toujours payer sa juste part de frais communs.

Maintenant, moi, je souhaite que les nouvelles villes réussissent, ce qui à mon avis ne peut se faire qu'à la condition d'y ajouter l'ingrédient de la démocratie. Comme contribuable, j'ai un préjugé favorable à la réussite des nouvelles villes.

Il y a un changement qui s'impose au Québec. C'est l'équipe du Parti libéral qui est capable de le réussir. À ceux qui sont tentés par l'ADQ, je dis ceci : un vote pour l'ADQ divise les voix de ceux qui veulent un changement de gouvernement. Attention, un vote pour l'ADQ, c'est un vote pour le PQ.

Le vrai choix, le vrai changement, c'est l'équipe libérale.

On a fait nos devoirs. On a présenté notre plan et nos chiffres, il y a plus de six mois, qui ont été corroborés par plusieurs experts indépendants. Nous savons où nous allons.

Nos priorités sont claires :

D'abord la santé. C'est notre première priorité.

L'éducation.

Un nouveau partenariat avec les régions.

La révision du rôle de l'État.

Et nous allons baisser vos impôts et cesser le gaspillage.

Nous sommes prêts à faire avancer les intérêts du Québec.

M. Moisan : Merci M. Charest. Maintenant la parole est à M. Dumont.

(FAIRE FACE AU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION)

M. Dumont : JE MENTIRAIS si je vous disais que je n'ai pas trouvé les derniers mois difficiles.

Quand on brasse la cage et qu'on fait de profondes remises en question, de vraies propositions de changement, on peut s'attendre à déranger bien des gens qui, eux, sont satisfaits de l'état actuel des choses.

Mais pour ceux qui, comme nous, ne s'habituent pas aux enfants sur les listes d'attente, aux jeunes décrocheurs et aux personnes âgées qui souffrent dans les corridors des salles d'urgence, fonder un parti et chercher des solutions hors des sentiers battus, ce n'est pas choisir le chemin le plus facile, mais c'est la seule façon que nous avons comme citoyens de défendre nos idées, notre vision et de le faire avec les mains libres de toutes attaches. C'est ce que nous avons entrepris.

(LES RÉGIONS SE VIDENT)

Depuis plusieurs années, le Québec ressent les effets du vieillissement de la population. Les régions se vident, le système de santé craque de partout. Mais ce n'est que la pointe de l'iceberg, nous n'avons encore rien vu.

Avec la retraite massive des baby-boomers qui approche, il y aura deux fois plus de personnes de 65 ans et plus, deux fois plus de besoins en santé, en médicaments et en soins à domicile, mais moins de contribuables pour payer. Comment allons-nous faire?

En plus, avec la dette accumulée, dont les intérêts nous coûtent plus cher à chaque année que la somme des salaires de tous les médecins, infirmières et enseignants, comment allons-nous faire pour arriver?

Voilà LE défi auquel on doit s'attaquer immédiatement. Pas dans quatre ans, lorsqu'il sera trop tard. Immédiatement!

C'est le plus gros défi de la société québécoise depuis Jean Lesage et la Révolution tranquille.

Le Québec est à un carrefour de son histoire et, malheureusement, nos adversaires, péquistes et libéraux, n'ont aucun plan pour faire face au vieillissement de la population. Aucun plan. Rien.

Pire encore, ils poursuivent le jeu des promesses électorales comme si de rien n'était. Tous leurs efforts, toutes leurs énergies, tous leurs professionnels du marketing ne visent qu'à gagner la prochaine élection, peu importe le prix humain à payer dans l'avenir.

Agir ainsi, c'est nier la réalité.

Voilà pourquoi de plus en plus de gens de grande compétence, qui ont été courtisés par les vieux partis, ont plutôt choisi l'ADQ.

Consciente de ce défi, notre équipe veut continuer de vivre dans un Québec où les jeunes ont l'horizon ouvert devant eux et peuvent rêver d'accomplir de grandes choses, un Québec où nos aînés vont vieillir avec dignité et confiance. Voilà l'essence de notre projet.

M. Moisan : Merci M. Dumont. Alors, c'est le moment d'aborder le premier thème de ce débat, c'est-à-dire la gestion de l'État, finances publiques et économie. À la lumière des engagements que chacun d'entre vous avez pris depuis le début de la campagne, comment croyez-vous possible d'atteindre ces objectifs tout en maintenant le déficit zéro, la croissance économique également, et tout ça dans la transparence. Je vous rappelle que comme convenu, Messieurs, avez une minute et demie pour vous exprimer sur ce premier thème. Et le sort a désigné pour commencer le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont.

M. Dumont : Merci. Après huit ans à l'Assemblée nationale, je m'étonne encore du manque de logique du système et des décisions du gouvernement. Chez nous, quand j'ai été... quand j'ai grandi, on avait une petite ferme laitière, rien pour être riche, mais on ne manquait de rien. On faisait attention. On ne gaspillait pas. Les matériaux luxueux, qu'on n'avait pas les moyens d'avoir dans la maison, on ne les achetait pas. On s'occupait des choses primordiales : la maison, habiller les enfants, l'éducation. Il y avait des choses essentielles dans la famille, et c'est ça qu'on protégeait. Pourquoi il ne pourrait pas y avoir la même logique dans le gouvernement? Pourquoi à la Caisse de dépôt, pendant qu'on perd de l'argent, des gens, on se paye les matériaux de luxe dans une tour à bureau qui coûte trois fois le prix qui était prévu? Notre vision à l'ADQ, c'est moins d'organismes au gouvernement, moins d'étages dans les ministères, entre ceux qui décident et ceux qui donnent les services. Moins de structures, plus de services directs à la population. Ma vision des finances publiques, c'est aussi une vision à long terme. Avec la retraite massive des baby-boomers, il va y avoir plus de besoins en santé, en services sociaux et moins de gens pour payer. Faut voir à ça, maintenant. Commencer à rembourser notre dette, réduire année après année les intérêts sur notre dette. Cesser de pelleter le problème sur ma génération et celle de mes enfants. Génération de mes enfants, pour qui avec le désastre de la Caisse de dépôt, on a de quoi se demander s'il va rester de l'argent dans la Caisse.

M. Moisan : Merci M. Dumont. Maintenant le président du Parti québécois, Bernard Landry.

M. Landry : L'économie du Québec va bien. Notre croissance économique a été plus forte ces dernières années que celle de tous les pays du G7, y compris celles des États-Unis, du Canada, de la France et du Japon. Il s'est créé 120 000 emplois l'an dernier... Mon prédécesseur (*sic*) a passé à l'histoire pour 100 000. C'est un record historique. Il n'y a jamais eu au Québec autant de monde qui est entré au travail que ce matin même. En même temps, nous continuons de gérer les finances publiques de manière rigoureuse et responsable. Nous avons éliminé un déficit de six milliards de dollars, hérité du Parti libéral, et nous avons maintenu le déficit à zéro six ans de suite. Pauline Marois et moi-même avons eu la satisfaction immense de réduire les impôts de 15 milliards de dollars depuis 99, les plus importantes baisses d'impôt de l'histoire du Québec. Ces résultats ne sont pas venus seuls. Tout le monde a mis la main à la pâte. Nous avons fait de la

création d'emplois une priorité absolue et nous irons plus loin au cours du prochain mandat. Je vais employer la compétence de mon équipe pour créer le plus d'emplois possibles et de qualité dans toutes les régions. Nos ambitions sont grandes, nous ne voulons rien de moins que le plein emploi pour le Québec à l'horizon 2005. Je prends donc aujourd'hui deux engagements envers vous : ne pas replonger le Québec dans le déficit et réduire les impôts le plus rapidement possible, ce qui n'est guère probable d'ici les deux prochains exercices. Mais avant, je vais répondre à vos attentes, elles sont claires. Vous voulez que le gouvernement réinvestisse en santé, en éducation et pour les familles, c'est ce que nous ferons d'abord et avant tout.

M. Moisan : Merci M. Landry. Au tour maintenant du chef du Parti libéral du Québec, M. Jean Charest.

M. Charest : Mesdames et Messieurs, l'Amérique du Nord vient de connaître dix années ininterrompues de croissance économique. La vraie question qu'on doit se poser est la suivante : comment, nous, on s'en est tiré au Québec dans un environnement comme celui-là? On a toujours aujourd'hui un taux de chômage plus élevé que la moyenne canadienne, les investissements privés au Québec sont plus faibles qu'ailleurs au Canada. Vous êtes les citoyens les plus taxés en Amérique (changement de ton; décortique les mots). C'est le prix et le privilège que vous a donné M. Landry. L'État coûte plus cher ici que n'importe où sur le continent. M. Landry n'a rien fait pour éviter le pire désastre financier de l'histoire du Québec : 13 milliards de dollars en deux ans de pertes à la Caisse de dépôt. Ça, c'est l'équivalent du salaire de 26 000 infirmières pendant dix ans. C'est, pour une famille de quatre personnes, l'équivalent de 7 500 dollars de pertes. Et c'est votre argent à vous qui a été perdu. M. Landry subventionne des multinationales comme IBM au montant de 172 millions de dollars sur une période de 10 ans. Il a créé 60 nouvelles sociétés d'État entre 1995 et 2001. Il n'a pas été un bon gestionnaire. Il a fait les mauvais choix. On vous propose de revenir aux vraies valeurs. Des réductions d'impôt, des réductions d'impôt qui vise les jeunes familles avec enfant. On va arrêter le gaspillage et il y a une chose qu'on ne fera pas, puisque M. Landry vient de nous dire qu'il ne peut pas réduire vos impôts avant deux ans, on ne vous donnera pas des crédits d'impôt pour les voyages. On ne va pas vous proposer des choses aussi absurdes.

M. Moisan : Merci M. Charest. Alors pour discuter de ce thème, trois débats de cinq minutes chacun, d'abord entre M. Dumont et M. Charest. C'est M. Dumont qui lance le débat.

M. Dumont : Merci M. Moisan. Or, ma question... M. Charest a parlé à différents moments dans la campagne. À un moment donné, on gardait le même nombre de fonctionnaires, à un moment donné il voulait réduire la taille de l'État. C'est plus ou moins clair. Il y a une question fondamentale : nos règles au Québec prévoient, d'une façon très claire, définissent la sécurité d'emploi, non pas comme une sécurité d'emploi normale, qu'on veut garder, qui existe dans les grandes entreprises, mais la définit en disant que la sécurité d'emploi, elle est maintenue quand il y a manque de travail. Donc, même quand il y a absence de travail, rien à faire, on prévoit le

« tablettage ». C'est quelque chose qui nous paraît être un abus, nous paraît être de la mauvaise gestion inscrite dans nos règles. Dans votre philosophie de l'État, est-ce que vous maintenez un tel abus?

M. Charest : D'abord, la première chose à constater, c'est qu'au Québec, d'ici les dix prochaines années, il y a plus de 44 % de la fonction publique qui vont prendre leur retraite, alors quand vous parlez de remettre en question la sécurité d'emploi, dans le fond, vous défoncez des portes ouvertes. D'ailleurs, votre candidat, M. Lemieux, dans la région de Québec, vous a contredit là-dessus, M. Dumont.

M. Dumont : C'est faux (très discret).

M. Charest : Je peux vous dire que chez nous notre vision, c'est qu'on recentre l'État sur ses missions principales : santé, éducation, prospérité et sécurité. Ayant fait ça, on veut revoir l'ensemble du fonctionnement de l'ensemble des ministères, des sociétés d'État. On veut réduire la taille de l'État, mais on ne le fera pas de façon dogmatique. Rappelez-vous un jour, vous, vous disiez vous que vous alliez couper 25 % des fonctionnaires. Vous ne le dites plus aujourd'hui là. Vous ne le dites plus.

M. Dumont : Ce que...

M. Charest : Vous avez changé votre position. Vous avez été obligé de reculer là-dessus.

M. Dumont (hors champ) : Non. M. Charest...

M. Charest : Au lieu de prendre une position où on frappe sur les fonctionnaires...

M. Dumont (hors champ) : Non.

M. Dumont : M. Charest.

M. Charest : Ce que je veux, c'est de proposer un projet plus emballant, de créer un gouvernement en ligne, de profiter de l'émergence des nouvelles technologies...

M. Dumont (hors champ) : M. Charest.

M. Dumont : Vous êtes rendus à quatre kilomètres de la question.

M. Charest (hors champ) : Pour qu'on puisse créer de nouveaux services.

M. Dumont : Ma question, elle était simple. Elle aurait pu se répondre en quelques secondes. Nous aussi on voit ça qu'il y a beaucoup de gens qui pourraient prendre leur retraite, puis c'est un contexte facilitant pour réduire la taille de l'État. On en est bien concrets... On en est bien conscients, mais concrètement est-ce que vous êtes pour ou contre le maintien de cette règle, que

moi je considère être un abus qui dit que quand il n'y a pas de travail, absence de travail, manque de travail, on va tabletter les gens? Si vous, vous voulez réduire véritablement dans les structures pour remettre en place des services – vous avez parlé de services prioritaires à la population –, mais pour les mettre en place les services à la base, vous savez très bien qu'il va falloir couper dans les tours à bureau.

M. Charest (hors champ) : (Intervention incompréhensible).

M. Dumont : Et que ça va être impossible avec les règles de « tablettage » institutionnalisées.

M. Charest : Sauf que Mario Dumont, le prochain gouvernement, qui sera, moi j'en suis convaincu, un gouvernement libéral, va même être obligé de mettre en place...

M. Dumont (hors champ) : Laissez voter les gens.

M. Dumont : Les gens vont voter le 14 avril. On va débattre ce soir.

M. Charest : Laissez... Laissez-moi répondre, M. Dumont. Tout ce que je voulais vous dire, c'est que le prochain gouvernement sera obligé de mettre en place des politiques pour garder des gens dans la fonction publique pour éviter les erreurs que M. Landry a faites dans le domaine de la santé puis de l'éducation. Alors, on a beau frapper sur la fonction publique là, comme vous faites...

M. Dumont (hors champ) : On ne frappe pas.

M. Charest : Oui, oui vous frappez dessus.

M. Dumont (hors champ) : Non, non.

M. Charest : Vous le faites.

M. Dumont (hors champ) : On ne frappe pas.

M. Charest : À mon avis, je vous le dis respectueusement...

M. Dumont : On défend les gens qui donnent des services à la base.

M. Charest : Vous le faites gratuitement?

M. Dumont (hors champ) : Non.

M. Charest : Alors que ce n'est pas un enjeu dans la campagne électorale. 44 % des gens qui prennent leur retraite d'ici 10 ans. Pensez-vous que vous allez avoir beaucoup de problèmes avec des gens qui vont être tablettés? Au contraire. Soyez réaliste, là, si vous savez comment ça fonctionne. Ça va être exactement le contraire. Moi, je veux valoriser la fonction publique. Et ce n'est pas vrai que je vais faire de la démag... de la démagogie sur leur dos. Il n'en n'est pas question. Je veux une fonction publique... des projets que je veux leur donner, c'est la création...

M. Dumont (hors champ) : (Intervention incompréhensible).

M. Charest : ... d'un gouvernement en ligne, qu'on utilise les nouvelles technologies pour rapprocher les services citoyens à moindre coût, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Je veux revoir le fonctionnement de l'État. Je veux en réduire la taille. Je ne veux pas faire ça de façon dogmatique. Et, évidemment, l'objectif derrière ça, c'est de ramener ça aux missions essentielles : la première de nos priorités à nous, elle est connue, c'est la santé.

M. Dumont (hors champ) : Vous faites un... monologue...

M. Dumont (Mario Dumont rit) : ...vous faites un monologue, mais j'entends que vous ne répondrez pas, de toute façon, à la question. Vous voulez maintenir le « tablettage ». Je veux vous amener sur votre plan d'ensemble. Vous proposez de réduire les impôts beaucoup plus que nous. Je comprends de votre plan : aucun remboursement sur la dette, on met tout en remb... en retour d'impôt immédiat aux gens. Est-ce que vous ne savez pas?... Est-ce que vous avez fait les calculs?... Et est-ce que vous ne savez pas qu'en ne payant rien sur la dette, avec la retraite massive des baby-boomers, les baisses d'impôt que vous donnez, quatre [ans] après, vous allez être obligé de remonter les impôts au même niveau? Il est plus responsable de se donner un plan d'avenir, un plan sur le long terme où on crée un équilibre. Nous aussi, on les baisse les impôts, mais on garde un équilibre entre le bien-être présent, une baisse des impôts raisonnable et des remboursements sur la dette pour éviter de pelleter des hausses d'impôt futures dans la cour de nos enfants.

M. Moisan : M. Charest.

M. Charest : Permettez-moi de répondre. D'abord, sur votre question de la sécurité d'emploi. Rappelons-nous que même pas le Conseil du patronat du Québec vous suit là-dessus. Sur les impôts, rassurez-vous, votre conseiller économique...

M. Dumont (hors champ) : Ce sont les citoyens qui nous suivent...

M. Charest : Votre conseiller économique, Yvon Cyrenne, Yvon Cyrenne, qui est un conseiller économique, a dit le lendemain de l'annonce de notre cadre financier que c'était crédible et que ça rejoignait les priorités des Québécois. Si votre conseiller économique M. Cyrenne pense que le cadre financier du Parti libéral du Québec est bon et crédible, je présume que vous en a parlé et que c'est lui...

M. Dumont (hors champ) : Une vision à long terme.

M. Charest : C'est lui...

M. Dumont : On parle du long terme.

M. Charest (hors champ) : Oui, mais Cyrenne vous dit que c'est bon...

M. Charest : Il est votre conseiller économique. Si Yvon Cyrenne le pense...

M. Moisan (hors champ) : Merci.

M. Charest : Si Yvon peut vous conseiller là-dessus, il doit être bon là-dessus...

M. Moisan : Merci. Merci Messieurs. Les échanges vont maintenant se poursuivre entre MM. Charest et Landry. C'est M. Charest qui a la parole.

M. Landry : C'est passionnant de vous écouter. L'un va mettre sur la dette, l'un va mettre sur les impôts. Et nous, on va mettre sur la santé.

M. Moisan (hors champ) : M. Charest.

M. Landry : Et les familles... tel qu'on l'a promis, M. Dumont.

M. Moisan (hors champ) : M. Charest. C'est M. Charest qui l'a M. Landry.

M. Charest (regard amusé) : Bon, merci. Alors M. Landry.

M. Landry (hors champ) : J'aimerais que vous reparliez de la Caisse de dépôt, soit dit en passant.

M. Charest : On aura l'occasion.

M. Landry : Vous pourriez accéder à ma demande.

M. Charest : On aura l'occasion de vous en parler, parce qu'on vous en a parlé pendant quatre ans, mais vous avez la sourde oreille, alors peut-être que vous aurez l'occasion de nous répondre, M. Landry. À chaque fois que vous parlez de l'économie, vous présentez toujours un portrait très rose au Québec, alors qu'on est les contribuables les plus taxés en Amérique du Nord. Vous dites aux contribuables que, selon votre dernier plan, votre dernier congrès, que les réductions d'impôt n'arriveront pas avant 2010, alors que pendant la même campagne électorale vous leur dites que vous voulez offrir des crédits d'impôt pour que les gens puissent se payer des voyages.

M. Landry : Bon ben, commençons par ça (pointe le bras vers Charest). Le plus bel appui, il est venu de Sherbrooke et des associations touristiques de votre région.

M. Charest (hors champ) : Permettez-moi de finir. M. Landry...

M. Landry (hors champ) : Ça va créer 100 millions de dépenses touristiques.

M. Moisan : Terminez M. Charest. M. Landry, vous répondrez par la suite. Oui.

M. Charest : Merci M. Moisan. J'étais en train de vous dire que sur cette question là. C'est proprement absurde ce que vous recommandez. Vous dites aux gens : « On ne réduira pas vos impôts. » Ça, c'est mon jugement à moi. Les Québécois le décideront. Mais comment expliquez-vous que, dans les régions du Québec, entre 1996 et 2001, il y a 50 000 personnes qui aient quitté leurs régions, alors que vous dites que les économies vont mieux, alors que c'est 50 000 personnes qui ont quitté? Ça, c'est l'équivalent, M. Landry, de la fermeture de la ville de Drummondville.

M. Charest (hors champ) : Pourquoi les gens quittent les régions du Québec?

M. Landry : Statistique Canada vous a répondu le lendemain de votre déclaration. Vous vous trompez. Le chômage a baissé dans toutes les régions, et il a baissé à cause des hausses d'emploi. Denis Boudreault, Statistique Canada. Mais je veux vous parler de la Caisse, à M. Dumont aussi en même temps et à tout le monde. Vous avez démoli la Caisse là, comme si c'était une ruine. Et quand vous avez fini ce travail-là, à partir de New York, une cotation internationale, Standard and Poors, ils ont pas de candidats dans la proch... dans la présente élection, a donné la cote trois A à notre Caisse de dépôt, après tout ce que vous avez dit sur son compte. Ils sont pas mal plus objectifs que vous. Tous les gestionnaires de fonds de pension ont en plus assuré que les fonds de pension n'étaient pas en jeu. Même la *Gazette* dit que vous faites une campagne de peur. La *Gazette*, ce matin, je n'en croyais pas mes yeux. Alors, soyons de bon compte et gardons la tête froide. Il y a des gens ici là qui ont des actions de Nortel. Elles ont piqué comme ça (geste vers le bas). Est-ce qu'ils les ont jetées à la poubelle? Ben non, la Caisse a toujours ses actions, elles ont baissé, elles vont remonter. (Pointe du doigt) : le 6 milliards de déficit que vous avez fait dans votre dernier mandat, il est perdu pour toujours. Mais les actions de la Caisse, elles vont remonter. Alors, je comprends qu'on peut être critique. On peut ne pas aimer une mauvaise année, mais quand il y en avait des bonnes, vous ne m'avez pas félicité, puis vous avez eu raison de ne pas me féliciter, parce que ce n'est pas moi le gestionnaire de la Caisse. Alors, aujourd'hui nous blâmer n'est pas conforme à la réalité.

M. Moisan (hors champ) : M. Charest.

M. Landry : Puis en plus, pour terminer, on a nommé là le meilleur gestionnaire du Québec, M. Henri-Paul Rousseau. S'il y a un ménage à faire, il est en train de le faire.

M. Moisan (hors champ) : M. Charest.

M. Charest : Quand vous me dites que vous avez nommé le meilleur gestionnaire, c'est exactement ce que vous aviez dit, au mois de mai 2002, au sujet de M. Scraire. Hein! Et depuis ce temps, on apprend quoi? La construction d'un édifice à Montréal avec des dépassements de coûts de l'ordre de 200 %. C'est tellement sérieux que vous avez dû signer une lettre, avec moi, pour demander à la vérificatrice générale du Québec de faire enquête sur les dépassements de coûts à la Caisse de dépôt et de placements. Ce n'est pas rien, ça. La même chose dans le dossier de Montréal Mode. Et à ça, M. Landry, s'ajoute le fait...

M. Landry : Vous devriez peut-être attendre le rapport pour conclure. Vous l'avez demandé avec moi.

M. Charest (hors champ) : Permettez-moi, M. Landry, permettez-moi de finir.

M. Charest : M. Landry, permettez-moi de finir. Vous m'avez posé une question...

M. Landry (hors champ) : Allez, allez.

M. Charest : Depuis quatre ans qu'on vous demande et que... le Vérificateur général du Québec puisse avoir un droit de regard sur les affaires de la Caisse. Le Vérificateur général du Québec vous demandait d'avoir le droit de regard, pas juste nous, le Vérificateur général. On vous demandait de revoir le mandat de la Caisse. Vous avez dit non. On vous a demandé de revoir les

règles de gouvernance. Vous avez dit non. Vous étiez où M. Landry au moment où à la Caisse de dépôt... ses décisions-là étaient prises? D'autant plus qu'Henri-Paul Rousseau a également dit que les mauvaises performances de la Caisse n'étaient pas dues seulement au marché. Vous savez très bien qu'il a dit ça. C'est parce qu'il y a eu des mauvaises décisions de gestion à l'interne, alors que vous étiez ministre des Finances, alors que votre sous-ministre des Finances siégeait au conseil d'administration de la Caisse. Vous deviez savoir ce qui se passait.

M. Landry : Écoutez là.

M. Charest (hors champ) : Et d'avoir la responsabilité d'intervenir, vous avez choisi de ne pas le faire.

M. Moisan : M. Landry.

M. Landry : Un, c'est un sur quinze, puis il n'a pas le droit de vote, puis vous voudriez qu'on se mêle de la gestion de la Caisse à tous les jours, mais on ne le fera pas (pèse ses mots).

M. Charest (hors champ) : J'aimerais que vous fassiez votre travail.

M. Landry : Il y a un de vos députés qui a écrit pour demander à M^{me} Marois pour se mêler de la gestion de la Caisse et couragement..., courageusement, elle a refusé. C'est quinze personnes qui gèrent la Caisse, des citoyens au-delà de tout soupçon. Alban D'Amours, Mouvement Desjardins..., un des meilleurs gestionnaires du Québec. Il y a eu... Il y a eu un taux de croissance record au Mouvement Desjardins cette année même. Alors attention, cette caisse, elle a eu des malheurs. Comme par exemple, un des plus grands gestionnaires de fonds au Canada. Il a eu moins 7, les résultats sont sortis hier.

M. Charest (hoche de la tête).

M. Landry : Pourquoi vous ne tapez pas sur Homers, avec tout ce qu'il y a de gestionnaires?

M. Charest : Parce que c'est vous qui êtes responsables de la Caisse, M. Landry...

M. Landry : Ben non, vous le savez bien. Jean Lesage...

M. Charest : On vous a demandé de faire votre travail et vous avez refusé de le faire.

M. Landry (hors champ) : Jean Lesage a fait la loi...

M. Landry : Jean Lesage a fait la loi.

M. Landry : Le patron est nommé pour dix ans pour qu'il soit libre. Écoutez : Lucien Bouchard et moi on était contre à mort la vente de Provigo. Vous vous en rappelez la vente à Loblaw's? Et puis, ils l'ont vendu quand même, parce que les gestionnaires sont libres et c'est comme ça que la Caisse va le gérer. On ne la laissera jamais gérer par l'Assemblée nationale.

M. Moisan : Merci beaucoup, merci beaucoup! Pour clore sur ce chapitre discussion cette fois entre MM. Landry et Dumont, c'est M. Landry qui a la parole.

M. Landry : Bon, M. Dumont, vous m'avez déçu et inquiété. Vous pourrez vous expliquer. Vous vous êtes mêlé de parler de développement hydroélectrique?

M. Dumont (hors champ) : Oui.

M. Landry : Bien ça commence bien mal. D'abord, vous avez dit qu'avec des exportations aux États-Unis, on pourrait faire gagner un milliard de plus à l'Hydro pour verser au gouvernement. Pour que ça se fasse, ça prendrait 20 000 mégawatts d'exportation. Ça prendrait au moins dix ans de travail avant que le premier kilowatt sorte, alors ça veut dire ça, que c'est des rêves pour dans 10 ans, si jamais ils sont possibles. Mais vous avez plus décevant que ça...

M. Dumont (hors champ) : M. Landry, moi j'ai...

M. Dumont : Moi j'ai des rêves pour dans 10 ans.

M. Landry : Moi aussi j'en ai. Qu'est-ce que vous voulez insinuer?

M. Dumont (hors champ) : Non, non, mais...

M. Dumont (souriant) : J'ai des rêves pour dans 10 ans.

M. Landry : Mais en plus des rêves, j'ai des réalisations. Mais, sous question sur l'Hydro : vous avez été mentionner publiquement le développement de Grande-Baleine sur le territoire que nous gérons en commun avec les Cris. Vous avez rompu La paix des braves, une des belles choses qu'on a faites au cours des dernières années. Les Cris étaient indignés, étaient outrés. Et à bon droit... Avec les Cris, les relations c'est paix et respect.

M. Dumont (hors champ) : Oui.

M. Landry : Et vous avez été jeter ce pavé dans une mer calme. Je vous demande de vous expliquer.

M. Moisan (hors champ) : M. Dumont.

M. Dumont : Oui, je vais m'expliquer. D'abord, soyez assuré que paix et respect avec les communautés autochtones ça va demeurer et quand on fait du développement, il y en a pour tout le monde. Par contre, je vais vous dire, vous avez parlé de rêve pour dans 10 ans, je vais vous dire mon rêve. Moi, je pense que le Québec doit se lancer rapidement dans les grands projets de développement hydroélectrique. Devancer la demande interne, oui, pour exporter aux Américains et aux Ontariens. Et, je vais vous dire comment je vois ça. Il y a deux sociétés d'État qui peuvent être la vache à lait du gouvernement. Sous votre gouverne, c'est devenu Loto-Québec. Les profits de Loto-Québec, quand vous étiez ministre des Finances et premier ministre ont plus que doublé. Les vidéopokers – j'ai vu une carte, c'est épouvantable, c'est dans les quartiers Saint-Henri à Montréal, Hochelaga-Maisonneuve, les quartiers les plus pauvres, les plus démunis, les vidéopokers. Ça, c'est l'argent qui rentre au gouvernement, mais je peux vous dire ça, M. Landry : c'est pas créer de la richesse dans le Québec. Les vidéopokers, qui appauvrissent les plus pauvres de notre société, ça c'est pas rentrer de la richesse, mais exporter, vendre de l'électricité aux Américains, alors là on rentre du vrai argent neuf dans le Québec.

M. Landry : Premièrement, M^{me} Marois très courageusement a enlevé de ses machines, mais avant que le gouvernement s'en occupe, c'était qui qui profitait des vidéopokers? Il y en avait plus, premièrement, vous vous souvenez de ça? Et en plus... allait pas aux hôpitaux, aux écoles.

Il allait au crime organisé. Alors, j'aime mieux ce régime qu'on essaie d'aménager que le désordre d'auparavant.

M. Dumont (hors champ) : Euh! non.

M. Landry : Mais revenons à l'électricité. La seule façon que votre rêve électrique se réalise, puis on a déjà commencé, c'est s'entendre avec les Cris, faire la rivière Rupert.

M. Dumont (hoche de la tête en signe d'approbation).

M. Landry : Plus 10 000 mégawatts au nord des Cris, une autre paix qu'on a fait avec les Inuits pour 25 ans. Plus, dans une région que vous connaissez, un peu à l'ouest de chez vous, 1 000 mégawatts éoliens. C'est ça l'avenir énergétique du Québec. Et si on peut faire d'autres choses, sur d'autres territoires, ça se fera dans le respect des nations, tel que René Lévesque les a reconnues en 1985.

M. Dumont : Mais, pour La paix des braves, je vous félicite. Je n'ai pas de réserves quand les choses sont bien faites. Par contre, je veux revenir, ce que vous avez dit sur le jeu ça... Vous dites qu'autrefois c'était le crime organisé?

M. Landry : Oui, je le dis. C'était ça.

M. Dumont : Non, non, écoutez bien là. Nos gens savent : Loto-Québec à l'heure actuelle abuse totalement. La publicité, les meilleurs créneaux publicitaires de la télévision, bombardement de publicités pour inciter les gens au jeu. Quasiment pour rire des gens, on garde trois quatre secondes à la fin pour dire aux gens : « Oui, mais le jeu ce n'est pas une si bonne affaire que ça, faites attention! » Est-ce qu'on pourrait au moins s'entendre. On va arrêter les grands renforts de publicités

M. Landry : M. Dumont.

M. Dumont : Pour pousser les gens dans le jeu. C'est assez le jeu, c'est assez le jeu!

M. Landry : S'ils abusent, s'ils abusent ça ne marche pas, parce que c'est au Québec qu'on joue le moins au Canada, premièrement. Euh! Et le jeu là, hélas, là, ça fait partie de la nature humaine. Et vous qui vous prétendez grand défenseur de la liberté là, respectez donc les gens dans leurs choix. Respectez...

M. Dumont (hors champ) : Il y a des libertés plus belles que ça.

M. Landry : Quand j'étais jeune, la liberté c'était d'acheter du Sweepstake irlandais. En tout respect pour l'Irlande, j'aime mieux que l'argent soit au Québec. Et Loto-Québec, on l'a à l'œil : c'est bien géré, on a des universitaires, puis on a des chercheurs et les victimes du jeu compulsif sont mieux traitées au Québec que partout ailleurs en Amérique. Mais on fait face à la réalité. Si voulez abolir Loto-Québec : dites-le dès ce soir (geste de gauche à droite) et dites où vous prendrez l'argent.

M. Dumont : On ne l'abolira pas, mais on va arrêter les abus. Juste pour terminer. J'ai une question que je vous ai posée à l'Assemblée nationale. C'est vrai que vous ne gérez pas la Caisse de dépôt, mais vous embauchez son président et vous le payez. Peut-être que vous allez répondre

ce soir, mais vous avez ri à l'Assemblée nationale. Quand tout va mal, quand ça a été à la Caisse de dépôt, comment ça se fait que le président reçoit son bonus sur sa paye?

M. Landry : Parce que le bonus, là, il a été établi à l'époque où vos camarades étaient au pouvoir (pointe vers Jean Charest).

M. Moisan : Merci c'est tout Messieurs, malheureusement.

M. Landry (hors champ) : Le président a été embauché.

M. Moisan : Merci.

M. Landry : Il a suivi la loi.

M. Moisan : Merci beaucoup. On passe au prochain thème : santé et mission sociale. Vaste programme s'il en est un. S'il y a un sujet de préoccupation et qui doit de l'avis général apparaître en tête de liste des priorités de tous les partis, c'est bien celui de la santé. La qualité des soins reste très appréciée des Québécois, mais c'est la disponibilité des soins qui fait problème et qui inquiète, et d'autant plus que la population vieillit, vivra plus longtemps et requerra inévitablement de plus en plus de soins. Alors, pas besoin de longues discussions pour conclure que santé égale meilleure qualité de vie, donc charges moins lourdes pour l'État. La santé s'inscrit donc dans la mission plus globale de l'État, sa mission sociale. Alors comment pensez-vous régler ce problème qui persiste? Un premier commentaire de chacun, une minute et demie, toujours. D'abord, M. Dumont.

M. Dumont : Merci. Nous avons tous au moins un parent ou un ami qui a vécu l'attente dans la santé. Des enfants à Sainte-Justine jusqu'aux aînés dans les centres de longue durée, on souffre, on s'inquiète. Derrière chaque histoire qu'on entend, il y a une famille qui souffre. Ce que l'ADQ propose, c'est d'additionner la contribution du privé au système public. C'est un système mixte plus efficace comme en France ou en Suède. Le privé de la santé, c'était un tabou, et nous sommes fiers, dans la recherche de solution, d'avoir brisé ce tabou. Ça veut dire quoi le privé dans la santé pour l'ADQ? Premièrement, ça veut dire qu'au 31 décembre, quand on fait le bilan de l'année, il s'est donné plus de soins, il s'est fait plus de chirurgies, plus d'interventions dans le Québec. Le Québec s'en porte donc mieux. Deuxièmement, ça veut dire qu'on n'enlève rien au réseau public, rien à ce qui se fait dans le réseau public, mais en addition de ça, on fait plus de choses grâce au privé. Troisièmement, ça veut dire des salles d'opération libérées, parce que des cas mineurs vont être faits en clinique privée pour accélérer le traitement des cas urgents dans le réseau public. Quatrièmement, ça veut dire que les médecins vont pouvoir soigner plus de patients parce qu'au-dessus de leurs quotas, qui sont limités de toute façon, ils pourront aller soigner en plus dans le secteur privé. Et tout ça pourra se faire en plus de travailler pour mieux utiliser l'argent dans notre réseau public, qui demeure prioritaire. Moins d'argent dans les tours à bureau, plus d'argent près des patients pour des ressources sur le terrain.

M. Moisan (hors champ) : Merci.

M. Moisan : Merci M. Dumont. Au tour de M. Charest maintenant.

M. Charest : Vous connaissez les difficultés de notre système de santé et des services sociaux, parce que plusieurs parmi vous les vivent actuellement. Vous êtes peut-être parmi les plus de

100 000 personnes qui sont sur des listes d'attente actuellement au Québec pour une chirurgie. Vous êtes peut-être le parent d'un enfant autiste parmi les 9 000 enfants qui sont en attente de services de réadaptation. Vous êtes peut-être le parent même d'un enfant autiste qui a été forcé de poursuivre votre propre gouvernement pour obtenir les services auxquels vous avez droit. Nous sommes parmi les derniers en matière d'investissements en santé. Les délais d'attente se sont étirés partout. Le Québec est le seul endroit au monde où le gouvernement a payé pour mettre à la retraite 1 500 médecins et plus de 4 000 infirmières et, cela, c'est la responsabilité directe de Bernard Landry. Le gouvernement du Parti québécois a utilisé les listes d'attente pour sauver de l'argent. Et nous, on a un plan pour en finir avec l'attente. Pour éliminer l'attente, il faut ouvrir les salles de chirurgie là où on le peut avec les problèmes disponibles. Il faut donner des budgets pour opérer, pour lever les quotas. Il faut faire en sorte qu'une personne sur une liste d'attente à Montréal puisse être soignée, si elle le veut, à Trois-Rivières plus rapidement. On va augmenter le nombre de médecins et d'infirmières, on va payer la formation de médecins et d'infirmières pour qu'ils aillent dans les régions du Québec. On va investir dans les soins à domicile, un choix qui est plus humain et plus économique. On va réorganiser le réseau pour qu'il y ait des médecins et des infirmières de disponibles. On est le seul des trois partis, ce soir, à dire que la santé ne sera pas la seule, mais la première de nos priorités.

M. Moisan (hors champ) : Merci.

M. Moisan : Merci M. Charest. M. Landry maintenant.

M. Landry : Il est facile de faire peur aux gens avec la santé, de jouer sur les émotions, voire de glisser dans la démagogie. Certains ne s'en privent pas. Je pense au contraire qu'il faut toujours faire preuve de retenue quand on parle de ce sujet délicat, que j'ai moi-même connu à travers, hélas, une douloureuse expérience personnelle. Je pense que nous gagnons tous à en parler avec sobriété. Notre système de santé n'est pas parfait. Il doit être amélioré, mais pas n'importe comment. Le gouvernement s'est doté d'un plan d'action précis, clair et cohérent. Ce plan a reçu un très large appui du milieu. Je veux rendre les services de santé plus près des gens en mettant sur pied ces fameux groupes de médecine de famille. Il y en aura 100 d'ici 12 mois, et le Québec entier sera couvert d'ici 2005. En améliorant les soins de santé à domicile, en allongeant les heures d'ouverture des CLSC. Ce plan mise sur la prévention et prévoit des actions énergiques pour réduire les listes d'attente. Quand tout le monde pourra compter sur un médecin de famille et des infirmières 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, l'ensemble du système sera allégé. L'action du gouvernement vise ici à augmenter le personnel soignant. Les effets de ces gestes que nous avons posés se font déjà sentir. Écoutez bien ça, c'est important : il n'y a jamais eu autant d'étudiants et d'étudiantes en médecine et en sciences infirmières qu'aujourd'hui. Les libéraux avaient tout bloqué en 90, ça prend sept ans pour former un spécialiste. On est en train de ressortir du tunnel. Le gouvernement sait où il s'en va.

M. Moisan (hors champ) : Merci.

M. Landry : Il a fait les bons choix en santé.

M. Moisan : Merci M. Landry. Alors maintenant pour débattre de la santé et de la mission sociale du gouvernement, MM. Dumont et Charest. D'abord, M. Dumont.

M. Dumont : Oui, mais comme pour l'économie, ce qu'on sent, il n'y avait pas de remboursement de la dette, pas de plan économique pour faire face au vieillissement. Dans le

domaine de la santé, je trouve que l'approche que vous avez préconisée est encore moins adaptée à la réalité de la retraite massive des baby-boomers, au vieillissement de la population. J'entends bien, mais je ne doute pas de votre sincérité. Vous voulez mettre presque toutes les ressources dans la santé, mais c'est un gros choix là : geler les autres budgets, ça veut dire qu'il faut couper l'inflation à chaque année, dans la formation de la main-d'œuvre. Il faut couper l'inflation chaque année dans le transport, les infrastructures, la recherche, le développement. On va handicaper l'économie de demain. Et ma logique des choses : oui on veut se payer de la santé pendant les quatre prochaines années, mais la santé ça va être encore plus dispendieux après et on va avoir une économie handicapée parce qu'on va avoir coupé partout, sauf dans la santé.

M. Charest (visage désapprobateur).

M. Dumont (hors champ) : Je pense que votre plan y... bon je pense que vous faites plus de ce qui ne marche pas. Vous gardez le même système que le PQ. Vous mettez plus d'argent dedans. À part de ça, je pense que c'est du court terme.

M. Charest : D'abord, écoutez M. Dumont. J'apprécie le fait que vous reconnaissiez qu'effectivement nous, on en a fait notre première priorité. Vous avez été témoin à l'Assemblée nationale du travail qu'on a fait dans les quatre dernières années et qu'on a fait sur le terrain. Je pense qu'il n'y a pas une personne qui a visité plus d'hôpitaux et de CLSC que je l'ai fait dans les quatre dernières années. Mais quand vous remettez en question notre plan, j'ai cité Yvon Cyrenne tantôt. Je veux vous citer textuellement ce qu'il a dit au sujet de notre plan. Il a dit : « je pense que c'est un plan qui est non seulement crédible, mais qui rencontre les demandes des Québécois. C'est ça que les Québécois veulent. Ils veulent avoir un système de santé qui marche », etc. C'est votre conseiller qui disait ça.

M. Dumont : À ma connaissance, M. Cyrenne veut faire une place au privé sérieuse aussi pour améliorer la santé.

M. Charest (hors champ) : Oui, mais...

M. Charest : Oui, mais écoutez, parlez-lui.

M. Dumont : Prenez l'ensemble de sa parole, là.

M. Charest : Oui, mais M. Dumont, écoutez.

M. Dumont : Vous en choisissez des bouts.

M. Charest (hors champ) : C'est votre conseiller.

M. Charest : Ce n'est pas le mien. J'accepte son jugement, sauf que dans le domaine de la santé, nous autres, on propose quoi? La première priorité : on veut former plus de médecins et d'infirmières. On a proposé une politique pour qu'on puisse envoyer des médecins, des étudiants en médecine et en sciences infirmières dans les régions. Quand M. Landry dit que les libéraux ont coupé, là, dans les facultés, c'est faux ça. Hein! Mettons les points sur les i. Le gouvernement de M. Landry, en même temps qu'il mettait à la retraite les médecins, les infirmières, il a coupé les places dans les facultés de médecine, puis en sciences infirmières. C'est pour ça qu'on a le désastre qu'on a aujourd'hui. Et s'il y a un problème avec le plan que vous proposez, vous dites on va combiner public-privé, c'est pas très clair. C'est qu'au Québec on est un des endroits dans

le monde où il y a le moins de médecins par mille habitants. Quand on compare avec la France, chez nous c'est 1,9.

M. Dumont (tout sourire).

M. Charest (hors champ) : C'est 3,3 en France.

M. Charest : Alors là-dessus il faut s'entendre. Il y a un problème de pénurie de main-d'œuvre. Juste une précision, on veut, nous, investir dans les soins à domicile. C'est un choix qui est plus humain, qui est beaucoup plus économique. On propose d'ouvrir les salles d'opération là où elles sont fermées, de lever les quotas. Il y a là une série de mesures qui vont nous permettre de bouger rapidement et je suis prêt à être jugé sur ce qu'on aura fait dans la santé.

M. Dumont (hors champ) : Je comprends.

M. Moisan (hors champ) : M. Dumont.

M. Dumont : J'espère que vous êtes prêt à être jugé, mais il y a juste un point. Quand vous dites : on manque de médecins. Je le sais bien, là. On a en perdu sous la gouverne du Parti québécois. Il y a plus que 500 médecins qui ont fui le Québec dans les cinq dernières années. Ça ne serait pas une raison de plus pour les faire travailler. Puis une fois qu'ils ont atteint leur quota, on dit à l'orthopédiste : tu n'as pas le droit de faire plus que tant de chirurgies dans le système, bien peut-être qu'il pourrait faire dans sa clinique privée un certain nombre d'interventions. On diminue la liste d'attente. C'est de l'argent neuf qui rentre dans le système de santé, parce qu'il y a une personne qui paye pour ses soins et prête à le faire. Puis, si on vient de libérer la salle d'opération pour des cas plus mineurs, on la libère probablement pour permettre que des cas plus urgents puissent être traités. Il semble qu'il y a là une logique. Je suis surpris, parce que le Parti libéral arrive avec un plan. Bon, on veut changer les structures, mais moi là j'entendais Marc-Yvan Côté, à la fin des années 80, quand j'étais jeune libéral, j'entendais Marc-Yvan Côté qui disait qu'il allait tout arranger ça avec le genre de proposition que vous faites aujourd'hui. Puis, on s'inquiète que si les règles du jeu ne changent pas, les résultats, peut-être, ne changeront pas non plus, même avec de la bonne volonté.

M. Charest : Bien, moi, d'abord, le premier constat que je fais, c'est qu'il y a une pénurie de médecins, d'infirmières. On est un des endroits au Canada où on dépense le moins pour la santé. Ça, c'est le choix de M. Landry, ce n'est pas la faute du fédéral, c'est M. Landry qui a fait ce choix-là. Mais, là-dessus, ajoutons également l'élément suivant : vous, vous proposez un système où la santé devient un bien de consommation. Pour nous, les libéraux du Québec, c'est une valeur fondamentale, c'est un droit, celui de se faire soigner. C'est ça la différence entre vous et nous. Mais vous, vous avez proposé aussi que les gens utilisent leur REER pour se faire soigner. Hein! c'est la formule que vous vous proposez, M. Dumont?

M. Dumont (hors champ) : Non.

M. Charest (hors champ) : Oui, le 2 octobre dernier, c'est ce que vous avez répondu dans une entrevue.

M. Dumont : L'argent en général.

M. Charest : C'est exact... Vous avez dit la même chose au mois de novembre 2001. Oui?

M. Dumont (hors champ) : Que les gens payent.

M. Charest : Alors, d'accord. Vous avez l'argent des REER?

M. Dumont (hors champ) : Ceux qui veulent et qui peuvent le faire

M. Dumont : C'est un choix de plus.

M. Charest (hors champ) : Avez-vous dit...

M. Charest : ... qu'ils devraient prendre l'argent de leurs REER, oui ou non?

M. Dumont : J'ai dit que des gens... Je vais vous donner un exemple. Je pense...

M. Charest : Vous avez dit ça à Paul Arcand le 2 octobre 2002, très exactement.

M. Dumont (hors champ) : M. Charest.

M. Charest : Et vous avez dit la même chose dans le journal *La Presse*.

M. Dumont (sourit).

M. Charest (hors champ) : Au mois de novembre 2001.

M. Charest : Alors, je peux vous dire que je suis pas d'accord avec vous., ça. parce que la santé c'est un droit et on ne décide pas quand on est malade.

M. Dumont (hors champ) : Justement...

M. Dumont : Parce que la santé c'est un droit là, je trouve ça absolument illogique que des gens avec leurs REER ou avec n'importe quel autre argent. Ils peuvent aller la jouer leur argent dans les casinos de M. Landry, dans les machines à sous, ils ne peuvent pas le prendre pour se faire soigner. Je ne trouve pas ça logique.

M. Moisan : Merci Messieurs, alors suite à la discussion entre MM. Charest et Landry, M. Charest vous avez la parole.

M. Charest : Monsieur, M. Landry. Je suis toujours étonné à chaque fois que je vous entends parler de santé. Vous dites que ça va bien, que vous avez fait les bons choix.

M. Landry (hors champ) : Non, je ne dis pas que ça va bien.

M. Landry : On a des problèmes énormes. Vous avez signé le déséquilibre fiscal avec nous. Ils nous doivent 50 millions par semaine. Allez-y.

M. Moisan (hors champ) : Oui, M. Charest, allez-y.

M. Charest : Je comprends votre impatience, sauf qu'à chaque fois.

M. Landry (hors champ) : Impatience de régler les problèmes de santé.

M. Charest : À chaque fois vous dites que ça va bien, alors c'est très évident au Québec que ça va très mal dans le système de santé. On n'a qu'à parler aux gens qui sont sur les listes d'attente. Le

fait qu'on soit un des endroits, l'un des endroits, si ce n'est pas le dernier, l'avant-dernier en termes de financement *per capita*. Ça, c'est votre choix à vous. Dans le réseau de la santé, votre ministre de la Santé admettait que 45 000 personnes sont sur des listes d'attente hors délai, hors délai, alors que normalement elles devraient être soignées. Et là, à la veille d'une élection générale, M. Landry, vous venez annoncer de l'argent avec des listes d'attente. Ça, avouons, c'est d'un cynisme qu'on aura rarement vu en politique québécoise. Et encore la semaine dernière, au CLSC de Paspébiac, je vais vous donner un exemple très précis, ils ont annoncé pour presque 400 000 dollars de compressions. Comment expliquer que votre gouvernement dit dépenser plus pour la santé, alors qu'à Paspébiac là il n'y a pas beaucoup de cliniques privées là? Ils ont annoncé pour 400 000 dollars, mais là, une chose que j'aimerais que vous m'expliquiez, comment avez-vous fait pour accepter qu'on utilise des listes d'attente pour gérer le système de santé?

M. Moisan : M. Landry.

M. Charest (hors champ) : Alors qu'il y avait des enfants qui attendaient...

M. Charest : ... pour des soins, comment avez-vous fait pour accepter ça?

M. Landry : Le Québec entier nous a vus revenir d'Ottawa avec 800 millions de notre argent il y a quelques mois.

M. Charest (hors champ) : Vous ne répondez pas à ma question.

M. Landry : Et le lendemain, on l'a investi.

M. Charest (hors champ) : Vous ne répondez pas à la question.

M. Landry : Ne nous reprochez pas d'investir. Nous avons investi, parce que pour la première fois, dans une conférence fédérale-provinciale, ce n'est pas le Québec qui a été isolé, parce qu'on a fait un formidable consensus avec les autres provinces. Et quant aux dépenses, pour les médecins, vos chiffres m'étonnent. Vous êtes allés chercher vos chiffres en France. Pourquoi pas les chercher au Canada? Il y a au Québec 214 médecins par 100 000 habitants. Il y a en 180 au Canada. Nous en avons plus que partout ailleurs au Canada. Comment se fait-il que vous ne savez pas ça, surtout dans votre position à vous? Pour les admissions en faculté de médecine, ils ont baissé de 16 % dans votre temps, on les a augmentés de 39 %. Et je vais vous expliquer pourquoi on dépense moins par tête, et là vous avez raison, je vous donne raison, parce que le salaire du personnel médical au Québec est plus bas qu'ailleurs. L'argent va aux malades. Je vous donne un exemple. Le directeur de Sainte-Justine, il gagne à peu près 150 000 dollars par année. Vous êtes allé faire une conférence devant l'hôpital, là. Son homologue à Toronto gagne 450 000. Ça ne donne rien de plus aux enfants, ça. C'est qu'au Québec on met l'argent à la bonne place : aux malades, aux enfants, aux familles.

M. Charest : Si vous mettez ça à la bonne place, là, vous allez expliquer aux gens de Paspébiac pourquoi on coupe dans leurs services, entre autres, au centre hospitalier de soins... de centre... de soins de longue durée, mais en plus... Je vais vous donner un exemple de ce que vous avez fait... votre gouvernement, de ce que votre gouvernement a fait : vous avez mis 14 millions de dollars pour ouvrir trois salles de chirurgie cardiaque à l'hôpital Laval. Après ça, il n'y avait pas

de budget d'opération. Et après ça, l'hôpital s'est fait dire de couper son budget en 2001 de 5,2 millions de dollars et de réduire les coûts d'opération, alors que les listes d'attente augmentent.

M. Landry (hors champ) : Je vais prendre. Je vais prendre ça.

M. Landry : Je vais prendre ça un peu plus large que Paspébiac.

M. Charest (hors champ) : Vous n'avez pas répondu à ma question tantôt, M. Landry.

M. Charest : Ce que je veux savoir, c'est comment se fait-il que vous avez utilisé les listes d'attente pour économiser de l'argent sur le dos des malades, sur le dos d'enfants malades? Pourquoi avez-vous permis, avez-vous toléré qu'on vous poursuive en cour, alors qu'il y a des gens qui attendaient, entre autres, des jeunes enfants?

M. Landry (hors champ) : J'adore... j'adore Paspébiac.

M. Landry : J'aime bien Paspébiac, mais on va élargir le débat si vous voulez. C'est au Québec après l'Ontario, l'Île-du-Prince-Édouard, que les listes d'attente dans tout le Canada sont plus courtes. On n'est pas parfait. On est meilleur que tous les autres, sauf deux. Je vais aller plus large que ça encore. Quarante mille personnes interrogées qui avaient passé par le système de santé, 95 % de taux de satisfaction. Il n'y a pas une compagnie privée qui a ça pour son produit...

M. Charest : C'est bidon, ça, ces sondages-là M. Landry.

M. Landry : Un instant. Pourquoi?

M. Charest : Le problème, c'est l'accès. C'est bidon, ce que vous venez d'affirmer.

M. Landry : Non, les gens qui nous écoutent (pointe vers la caméra), qui ont été soignés. Je vous l'ai dit vous-même : j'ai passé là par le système de santé indirectement. Il y a des millions de gens qui ont été soignés, qui ont été guéris, dont la vie a été améliorée. Pourquoi vous parlez d'un sondage bidon, alors que c'est un lieu commun qu'au Québec on a des médecins fantastiques? ...

M. Charest : Parce ce que c'est bidon. Parce que parlez donc des gens qui sont sur des listes d'attente et qui n'ont pas réussi à se faire soigner.

M. Landry (hors champ) : Je ne vous parle pas...

M. Landry : Je ne vous parle pas des listes d'attente. Je vous parle de ceux qui ont été soignés. Soyez quand même délicat pour le personnel médical. Quatre-vingt-quinze pour cent des gens soignés sont satisfaits. Puis, c'est vrai qu'il y a des listes d'attente. Puis, je le confesse. Mais il y en a moins au Québec qu'à peu près partout au Canada. Puis avec le plan Legault là, il va y en avoir beaucoup moins dans peu de temps.

M. Charest (hors champ) : Les listes d'attente...

M. Charest : ... des listes d'attente se sont allongées.

M. Landry : Si Jean Chrétien nous avait donné le 800 millions il y a deux ans, pensez-vous qu'on aurait attendu pour le dépenser. Hein! On était prêt.

M. Charest : Oui. Pourtant, vous avez mis 840 millions dans un compte de banque à Toronto, puis vous l'avez dormi là, hein!

M. Landry : Vous savez que c'est une blague...

M. Charest : M^{me} Marois, M^{me} Marois...

M. Moisan : Merci.

M. Landry (hors champ) : Vous savez que c'est une blague. Vos amis vont rigoler de vous...

M. Moisan : Merci. Maintenant c'est au tour de MM. Landry et Dumont de discuter de tout ça. Alors, M. Landry, vous commencez.

M. Landry : Bon ben, M. Dumont, ce n'est pas un reproche, mais vous ne nous simplifiez pas la tâche en santé quand on veut critiquer votre programme. Vous avez changé tellement de fois que vous avez mérité le... (trémolos dans la voix ironique). Vous avez mérité le titre du parti du changement. Quand ce n'est pas la pensée de M^{me} Lespérance qui prévaut, c'est celle du D^f Morgan, puis quand ce n'est pas celle du D^f Morgan, c'est celle de M^{me} Lescop.

M. Dumont (hors champ) : Intéressant ce que vous me dites là.

M. Landry : Voulez-vous nous expliquer c'est quoi votre médecine à deux vitesses? Puis je vous dis d'avance que nous ne l'accepterons jamais. Moi, je l'ai connue la médecine à deux vitesses quand j'étais jeune. J'ai vu des cultivateurs perdrent leurs terres, puis des ouvriers ruinés.

M. Dumont (image de Dumont qui se retient de parler).

M. Landry : Parce c'était les riches qui se faisaient soigner. Bien ça là, ça n'arrivera plus jamais. D'ailleurs, vous savez que c'est contraire à la loi fédérale, soit dit en passant, dont nous acceptons les principes.

M. Dumont : Bien, je prends ça comme un compliment. M^{me} Lespérance, D^f Lescop, le D^f Morgan, tous des spécialistes de la santé qui sont dans notre famille. Vous là, c'était quelqu'un, un comptable du domaine de l'aviation qui s'occupe de la santé. Nous, on a beaucoup de spécialistes en santé dans notre parti. Il y en a d'autres aussi. M^{me} Ulrich.

M. Landry : Oui, mais, oui, mais admettez que c'est mêlant.

M. Dumont : M^{me} Ulrich, qui est une consultante dans le domaine infirmier... On a vraiment beaucoup de spécialistes en santé. Pour ce qui est de la place qu'on veut faire au privé. votre question était probablement prête d'avance, mais je l'ai très bien expliquée tout à l'heure. On veut que le privé soit complémentaire, le réseau public demeure prioritaire. Les gens qui vont vouloir payer pour un certain nombre de soins qui ne sont pas les urgences, qui ne sont pas les cas cardiaques, les cancers, mais les chirurgies électorives vont pouvoir le faire. Libérer le réseau public. Ça, c'est très clair. On en a beaucoup parlé ces dernières semaines. Je sais que je vous ne vous convaincras pas. Euh... On a des versions divergentes là-dessus, mais je pense que c'est fini d'avoir peur du privé. Autrefois, je comprends, mais aujourd'hui... Je veux juste vous parler d'un

autre sujet. On n'a pas assez parlé des aînés dans cette campagne là. Et ils n'ont pas eu ça facile sous votre gouvernement. L'assurance médicaments, ils reçoivent toute une facture. Vous les avez tassés des conseils d'administration des régimes complémentaires de retraite. Les lieux d'hébergement sont insuffisants. La qualité de l'hébergement n'est pas toujours là. Quand ils sont dans les corridors... Vous êtes en train d'installer des sonnettes permanentes dans les corridors des urgences, là, des numéros permanents sur le mur comme si le corridor était devenu un lieu permanent de soins. Ça, je n'accepte pas ça. Même pour les lieux... on est en élection... Même pour les lieux de votation, il y a des aînés, des personnes âgées du Québec qui ne pourront pas voter parce qu'ils n'ont pas de lieu de votation accessible.

M. Landry : Bon ben, votre souci pour les aînés vous honore, et je le partage aussi. D'ailleurs, avec le plan Legault là, les soins de santé de longue durée sont privilégiés. Vous l'avez signé avec moi le rapport Séguin : 50 millions de dollars par semaine. Admettez, M. Dumont, que si on l'avait eu, on aurait pu s'occuper pas mal mieux des vieux et des jeunes...

M. Dumont (hors champ) : Tout le reste, c'est pas de la faute du fédéral.

M. Dumont : Le fédéral, c'est beau, mais tout le reste c'est pas de la faute du fédéral.

M. Landry : C'est 2 milliards et demi de dollars par semaine... par année, alors il y a une question de ressources aussi. Mais revenons à votre médecine à deux vitesses. Le fait qu'elle soit illégale au Canada

M. Dumont (hors champ) : Pas vrai.

M. Landry : Vous allez où avec ça? Et deuxièmement, même si vous réussissiez à surmonter cet obstacle, ce dont je doute, parce que, nous autres, on veut changer la loi pour regrouper tous ces principes de solidarité sociale dans la législation québécoise. Vous ne trouvez pas ça odieux. C'est déjà assez pénible d'être malade, qu'on puisse passer devant l'autre parce qu'on a de l'argent, puis l'autre n'en a pas. Moi, ça me gênerait, puis je ne voudrais pas que quelqu'un passe devant ma vieille mère parce qu'il est millionnaire et qu'elle n'aurait pas l'argent. Je l'ai vécue moi dans ma jeunesse. Une des belles réalisations du Québec et du Canada, c'est l'égalité devant la maladie. On sort ça carte, sauf si on veut payer privé-privé.

M. Dumont (hors champ) : M. Landry, M. Landry.

M. Landry : Privé-privé, j'ai rien contre ça, puis vous non plus, je le sais. Si quelqu'un est riche, qu'il veut aller dans une clinique privée, qu'il paie ses infirmières. Il ne nous doit rien, puis à moi non plus.

M. Moisan (hors champ) : M. Dumont.

M. Dumont : Je veux vous répondre. D'abord, on est tous égaux devant la maladie. C'est un principe avec lequel on est d'accord. Une personne a un accident grave, rentre dans le réseau public, va être traitée. On pense, par contre, que pour un certain nombre de chirurgies électives, plutôt que d'attendre pendant des mois et des années...

M. Landry (hors champ) : On est tous égaux devant la maladie, mais ça dépend laquelle.

M. Dumont : Pour que les gens puissent être, les gens puissent être traités, puis il y a beaucoup de citoyens du Québec qui sont prêts à cette liberté-là. Je veux maintenant vous parler, par contre, d'un sujet... Je pense que vous avez avoué vous-même : la catastrophe des 4 200 infirmières mise à la retraite. Notre système de santé n'en est pas encore remis.

M. Landry (hors champ) : Bien...

M. Dumont : Non, laissez-moi finir.

M. Landry (hors champ) : Bien, si vous le dites.

M. Dumont : J'ai calculé votre semaine de quatre jours, ce que ça représentait pour le personnel infirmier. Puis, on ne reprochera pas aux infirmières qui sont épuisées par votre gouvernement d'utiliser massivement la semaine de quatre jours. Ça pourrait représenter, dans le réseau de la santé, un retrait de travail, d'offre de travail des infirmières équivalent à ce qui...

M. Landry (visage fermé).

M. Dumont (hors champ) : ...vous y aviez pas pensé d'avance la dernière fois?

M. Dumont : Ça pourrait représenter un retrait de travail équivalent. Pensez pas que vous auriez dû y penser avant de proposer ça?

M. Landry : Je sais que vous vous dramatisez, mais expliquez-moi pourquoi il y a jamais autant d'étudiantes infirmières dans toute l'histoire du Québec aujourd'hui. Si ce métier était la catastrophe que vous dites, là. D'ailleurs, vous vous attaquez aux... aux syndicats, ça, c'est une autre chose que je comprends pas.

M. Dumont (hors champ) : Non, répondez à ma question.

M. Dumont : 4200 infirmières de plus qui quitteraient?

M. Landry (hors champ) : Ils ont, Ils ont...

M. Landry : Ils ont d'excellentes conventions collectives, puis, ont des horaires flexibles et puis...

M. Moisan : C'est tout. C'est tout pour ce thème, malheureusement. On passe tout de suite au troisième thème : travail, éducation, famille et autres missions de l'État. Assez étonnant cette convergence des partis depuis le début de cette campagne pour l'amélioration de la qualité de vie des familles. Alors allègements fiscaux, plus de temps aux parents pour les enfants, appels aux entreprises pour atteindre ces objectifs. On croit de plus en plus qu'il faut, je pense, repenser le travail. Est-ce qu'en même temps on peut rêver d'opportunités accrues sur le marché du travail pour les jeunes qui sortent des écoles professionnelles ou des universités ou encore pour ceux qui, carrément, décrochent de l'école? Alors, quelle est votre vision, quelles sont vos solutions, vos projets à cet égard? On vous écoute là-dessus. D'abord, M. Charest.

M. Charest : Le Parti québécois a eu neuf ans pour faciliter la vie des familles. Là il arrive aujourd'hui avec des mesures, là, des mesures qui sont totalement improvisées. Il parle de la semaine de quatre jours, alors qu'on vient d'amender la loi sur les normes du travail. Dans son budget, il y avait à peu près rien là-dessus, sauf une étude. Et quand il propose ça, la question que

l'on doit se poser, c'est comment on va gérer ça? Combien de parents ce soir, où les deux parents travaillent, ont le moyen de se priver de 20 % de leurs revenus, alors que vous êtes déjà les plus taxés sur le continent? Ce n'est pas toujours par choix que les deux parents travaillent. C'est souvent par nécessité. Bernard Landry n'a jamais répondu à ces questions... Comme il ne répondra à aucune autre question ce soir, parce qu'il ne veut pas répondre. Ce n'est pas plus sérieux d'ailleurs que son crédit vacances. Notre choix, c'est d'aider, nous, toutes les familles québécoises avec des mesures réalistes et les réductions d'impôt qu'on propose, d'un milliard par année pendant une période de cinq ans visent les jeunes familles avec enfant, de telle sorte qu'on puisse donner des vrais choix aux parents. Et c'est aussi pour nous la famille : des enfants, des parents, des grands-parents, aussi des parents ou des enfants malades. Pour aider les familles québécoises, la première chose que l'on propose, c'est de développer l'aide aux devoirs. C'est une mesure pour aider les enfants à concilier l'école, le travail, et d'enlever de la pression un peu sur la vie familiale. On va également, dès le mois de septembre, créer 3 000 nouvelles places en garderie et on va aider les parents qui ont un enfant handicapé ou ceux qui hébergent un parent âgé. On vous propose des vraies mesures, des vraies solutions et dans nos priorités, rappelez-vous : on priorise la santé, l'éducation, de telle sorte qu'on puisse venir en aide à tous les citoyens, surtout les familles.

M. Moisan (hors champ) : Merci, merci M. Charest. Alors à vous, maintenant, M. Landry.

M. Landry : Vous le savez, le grand projet de notre prochain mandat sera la conciliation famille-travail. Vous le savez, notre rêve est de faire du Québec le meilleur endroit au monde pour élever une famille. Pour cela, il faut faire en sorte que les jeunes familles puissent passer plus de temps ensemble. On a dit le temps, c'est de l'argent. Il faut maintenant qu'on dise le temps, c'est de l'amour. Je parle de cette question comme premier ministre, bien sûr, mais aussi comme père et comme grand-père. J'ai constaté en parcourant le Québec que les gens souhaitent passer plus de temps en famille. La semaine de travail de quatre jours est au cœur de ce projet de conciliation famille-travail. Je vous répète notre engagement ce soir, mes chers amis. L'un des tout premiers gestes du gouvernement du Parti québécois sera d'adopter une loi qui permettra aux parents de réduire leur semaine de travail de l'équivalent d'une journée pour s'occuper de leurs enfants. Les parents pourront donc se prévaloir de cette possibilité et sans perdre leurs avantages sociaux. Avec nous, la semaine de quatre jours sera une réalité, et à partir du premier janvier prochain. Une meilleure conciliation famille-travail signifie aussi des garderies ouvertes le soir et les fins de semaine, de l'aide aux devoirs des activités parascolaires pour les enfants, des horaires de travail plus flexibles et la troisième semaine de vacances payée. La conciliation famille-travail, c'est d'abord et avant tout le choix d'organiser le monde du travail en fonction des besoins des parents et des enfants, et non pas l'inverse. Ce choix, c'est celui des parents. C'est aussi le nôtre. Il faut se mobiliser pour qu'au Québec, la famille et les enfants prennent toute leur place.

M. Moisan (hors champ) : Merci.

M. Moisan : Merci M. Landry. M. Dumont.

M. Dumont : La vie familiale, c'est ma vie. Une famille où on travaille, on élève de jeunes enfants. En même temps, j'en connais une personnellement, et le papa n'est pas toujours à la maison. Depuis la fondation de notre parti, on considère la famille comme une valeur de base de notre société. Ce n'est pas d'hier qu'on a commencé à parler de la famille. On n'a pas commencé 40 jours avant le déclenchement des élections. D'ailleurs, quand le parti québécois a charcuté les

allocations familiales, je m'y suis opposé. Quand le PQ a coupé complètement les allocations à la naissance, je m'y suis opposé. Pour nous, à l'ADQ, une vision de respect, c'est de donner à chaque famille un bon de garde, échangeable. Oui, pour les garderies à cinq dollars, pour ceux à qui ça convient, échangeable contre une place en garderie privée, pour ceux qui préfèrent ça... échangeable pour aider à payer un gardien ou une gardienne à la maison, pour d'autres, et échangeable, et ça, c'est important, contre une allocation familiale quand un des deux conjoints demeure à la maison. Des congés flottant aussi, je propose des congés flottants qui sont plus réalistes et plus adaptés à la réalité que la semaine de quatre jours. Parce que les enfants, ils ne sont pas toujours malades le vendredi. Vingt congés flottants utilisables autant pour un adolescent en détresse qu'un enfant qui a un vaccin, un enfant qui est malade que quand nos parents, plus âgés, sont à l'hôpital. Parce que la famille, c'est ça aussi : les enfants, les parents, les grands-parents. La famille dans notre esprit, c'est large. Ça doit être encouragé dans tous ces modes de vie et ce n'est plus à l'État d'imposer aux familles ses façons de vivre.

M. Moisan (hors champ) : Merci M. Dumont.

M. Moisan : Alors pour débattre de ce thème un premier échange entre MM. Dumont et Landry. C'est d'abord M. Dumont qui a la parole.

M. Dumont : Oui, M. Landry vous m'avez, m'avez épaté tout à l'heure quand vous avez parlé en parlant du jeu, c'était une liberté de choix. Ce n'est pas la plus belle de notre société.

M. Landry : C'est vrai.

M. Dumont : Mais nous, on veut proposer de plus belles. Notamment en service de garde, d'élargir la gamme des choix afin de permettre qu'il y a une plus grande liberté de choix qui existe, que le bon de garde puisse s'appliquer aux garderies privées, à des gens qui veulent avoir une gardienne à la maison, puis qu'on respecte le choix, dans certaines familles, on décide qu'un des deux conjoints demeure à la maison, puis on respecte ce choix-là qui soit transférable dans l'allocation familiale. On pense que c'est une erreur de... c'est bien de développer un réseau public, le réseau de centres de la petite enfance, mais on pense que c'est une erreur que l'État décide à la place des parents, qu'il y a un choix, un modèle, un choix qui est bon, puis que les autres vont comme devoir être punis par l'État. Il me semble que c'est dépassé, il me semble que c'est fini cette vision de l'État un peu paternaliste qui décide à la place des gens qu'est-ce qui est bon dans leur vie. Euh! Je ne vous suis pas là-dessus. Je pense que ce serait une bien plus belle liberté de choix celle-là donnée aux parents que le jeu, puis les vidéopokers partout dans les quartiers les plus défavorisés.

M. Landry : Oui, mais M. Dumont, le jeu ce n'est pas ce qu'il y a de plus beau sur la terre, mais faut faire attention là. Vous avez parlé des Québécois qui jouent. Moi, je me méfie de ceux qui disent aimer le peuple et qui n'aiment rien de ce que le peuple aime. C'est en ce sens là que je disais que c'est une liberté. Si les Québécois veulent s'adonner au bingo... Il y a des gens qui rient des personnes âgées qui vont au bingo, mais moi je ne ris pas. C'est un loisir. Mais là, on est quand même dans des choses importantes, mais des épiphénomènes par rapport à vos bons d'études. Vos bons d'études, là, qui sont tellement critiqués qu'ils le sont par les parents, par les institutions privées, par les commissions scolaires. C'est un concert unanime et mérité que vous vous êtes attiré. C'est une idée rétrograde qui fermerait 400 écoles au Québec. C'est une idée qui...

M. Dumont (hors champ) : Voyons!

M. Dumont : Pas 400 écoles. Voyons!

M. Landry (hors champ) : Qui ferait qu'on aurait des regroupements...

M. Landry : ... à base religioethnique, qui nuirait à l'intégration du peuple québécois des immigrants et des immigrantes en particulier. Et puis, c'est une idée fondamentalement injuste sur le plan social, vous le savez. Comment se fait-il que personne ne vous a appuyé dans cette idée et que vous continuiez à la défendre? C'est une chose qui m'étonne de votre part.

M. Dumont : C'est très, c'est très intéressant. On croit beaucoup à ça, et faites très attention. Pourquoi là tous ces gens qui sont dans le système ne nous appuient pas? Ce n'est pas très compliqué... On prend l'argent, puis on la redonne directement aux parents, on la fait entrer par la base, dans le système d'éducation. Évidemment, tout le monde... qui sont dans le système perdent un pouvoir et on retourne ce pouvoir-là aux parents. Je veux dire deux choses importantes. La première : bon, vous donnez les modalités, vous amenez des opinions et je peux comprendre ça. Ce qui m'inquiète plus, c'est que, au fond des choses, en matière de service de garde comme en matière d'école, ça semble vous fatiguer qu'on redonne le pouvoir aux parents. Vous vous opposez systématiquement quand on redonne du pouvoir, puis de la liberté de choix aux gens. Mais l'autre chose que je veux vous dire : moi j'ai vu un cas. Mon bureau de comté... Des parents dont les enfants sont dysphasiques... des problèmes. Ils auraient besoin d'aide à l'école. Vous savez très bien que l'argent elle est partie dans le Ministère, puis elle est descendue à la commission scolaire, puis ils n'ont pas... Non, non, l'argent pour le service là...

M. Landry : M. Dumont...

M. Dumont (hors champ) : ... elle est descendue dans le système...

M. Dumont : ... elle est perdue, puis les parents n'en ont pas. Alors moi je veux...

M. Landry : Ce n'est pas les...

M. Dumont (hors champ) : Moi, je veux que l'argent...

M. Dumont : Le système – laissez-moi terminer une phrase. Je ne veux plus que le système puisse gober l'argent sans donner le service aux gens. Et ça, vous savez très bien c'est ce qui existe présentement.

M. Dumont (hors champ) : Les gens attendent, puis le système gobe l'argent.

M. Landry : La liberté ne m'inquiète pas au contraire, c'est l'anarchie. C'est ce que vous proposez avec vos bons d'étude. Vous avez...

M. Dumont (hors champ) : Comme au Danemark.

M. Landry : Là ils sont un peu moins angoissés, mais il y a quelques mois vous avez semé la panique dans les merveilleux centres de la petite enfance, qui sont des endroits extraordinaires pour s'occuper de notre jeunesse. Et ce n'est pas juste dans les CPE. Vous regardez ça de haut, vous dites le système (geste horizontal), vous jugez le système. Bon, c'est votre privilège, mais le système c'est des gens des commissions scolaires, des bénévoles pour la plupart, c'est des

enseignants et des enseignantes regroupés dans divers syndicats, pas rien qu'un. C'est des représentants d'associations de parents et c'est aussi le secteur privé. Alors le système là que vous « démontez », y regarde d'un œil extrêmement critique sur vous. Ça me surprend que vous ne vous en soyez pas aperçu.

M. Dumont : On ne « démonte » pas le système. On veut seulement que le système soit un peu plus tourné vers la réponse aux citoyens, parce qu'il y a des citoyens qui se cognent le nez à la porte du système. Dernier sujet : on parle conciliation travail-famille. Je suis allé... Vous savez l'autoroute 25, c'est un des exemples d'autoroute qui finit dans le champ. Il n'y a pas de pont, les gens attendent dans le trafic, ils n'ont plus de temps pour être avec leurs enfants le soir, mettent des péages plutôt que d'attendre... Depuis 73, que les gens attendent, attendent. Si on mettait un péage là, les gens payeraient, puis ils se payeraient un pont, puis ils auraient plus de temps avec leurs familles. Vous ne pensez pas que c'est concret, c'est logique.

M. Landry (plan sur Landry).

M. Dumont (hors champ) : C'est beaucoup, beaucoup d'heures de temps...

M. Dumont : ... de temps en famille.

M. Landry : Vous m'intéressez plus avec votre péage qu'avec vos bons de garde.

M. Dumont (hors champ) : Vous ne le faites pas.

M. Landry : Ah non, les études sont en cours! vous le savez? On pense que le pont de la 25 devrait être un pont à péage. À peu près tout le monde est d'accord.

M. Dumont (hors champ) : Un autre 30 ans. Un autre 30 ans.

M. Moisan : Merci.

M. Landry (hors champ) : Ça, ce n'est pas destructeur comme votre système de dons. C'est constructeur.

M. Moisan : Merci beaucoup. Maintenant au tour de MM. Landry et Charest. M. Landry, d'abord, vous avez la parole.

M. Landry : Bon, M. Charest. Je voudrais vous louer et vous blâmer en même temps. Ce n'est pas la première fois que ça m'arrive. Vous avez déposé un cadre financier, il y a un certain nombre de mois. Vrai, sauf que vous vous êtes évertué par la suite à le démolir et à le détruire. Puis, il y a... il y a une in... une inconséquence dans votre, dans votre approche. Dans votre cadre financier, vous réduisez les impôts, ce qui est louable, j'ai hâte de le faire moi aussi, mais je prétends qu'on ne peut pas, pour 5 milliards de dollars. Et puis vous mettez moins du tiers pour la santé. Votre obsession de santé, là, est-ce que ce n'est pas plutôt votre obsession d'impôt? Est-ce que c'est pas... moi je l'ai dit là : j'ai eu le plaisir d'être le ministre des Finances qui a le plus baissé les impôts dans l'histoire. Ça crée un bonheur incommensurable. Vous voulez avoir ce bonheur, mais il est prématuré. Il faut mettre l'argent dans la santé... Comment? Puis ça, c'est avant qu'Yves Séguin n'abolisse la taxe de vente. Ah bien là! Vous avez fait toute une acquisition, là. Il va vous coûter, Yves Séguin, 9 milliards de dollars. Puis vous lui demanderez quand vous le verrez...

M. Charest (hors champ) : C'est faux.

M. Landry : C'est faux. Comment il se fait qu'il voulait qu'on se fasse transférer la taxe de vente d'Ottawa, puis il veut abolir celle du Québec? Alors votre cadre financier, qui consiste à tout geler, sauf éducation et santé, ça va être beau ça dans les milieux agricoles, ça va être beau dans l'environnement, ça va être beau pour réparer les routes. M. Dumont : comment est-ce qu'on va faire le damné maudit pont, s'il a tout gelé.

M. Charest : D'abord, vous venez d'affirmer quelque chose au sujet de M. Séguin qui est faux. Vous savez que c'est faux, M. Landry.

M. Landry (hors champ) : C'est dans tous les journaux, voyons donc! Il a démissionné du gouvernement Bourassa pour ça.

M. Charest : C'est faux, mais je tiens à vous dire que le cadre financier qu'on a produit depuis le mois de septembre, donc qui a pu être examiné par tout le monde, là aujourd'hui vous dites qu'il n'est pas bon. Mais c'est Claude Picher du journal *La Presse* qui non seulement a dit que c'était très solide il y a quelques jours après qu'on l'ait publié, mais l'a répété en fin de semaine. C'est également l'Institut économique de Montréal. C'est Yvon Cyrenne qui est l'aviseur économique de M. Dumont. Tous ces gens-là ont dit que les chiffres se tenaient et que notre cadre financier était très solide, sauf que nous, on propose des choix que vous ne proposez pas. Vous, vous dites que vous ne pouvez pas réduire les impôts, mais, M. Landry, vous donnez 172 millions de dollars à la compagnie IBM sur une période de 10 ans, vous prenez ça dans les poches des contribuables québécois, qui sont les plus taxés en Amérique du Nord.

M. Landry (hors champ) : Ouais, puis...

M. Landry : Ça revient, ça revient dans les poches en trois ans. Un instant, là.

M. Charest (hors champ) : Vous dites que vous baissez les impôts après les avoir augmentés. Vous avez donné 3,5 milliards de dollars à la compagnie Alcoa pour subventionner 250 emplois à 500 000 dollars par année...

M. Landry : C'est vous qui me l'avez demandé dans l'élection partielle de Baie-Comeau...

M. Charest (hors champ) : M. Landry.

M. Landry : Dans l'élection partielle de Baie-Comeau, pour faire élire un candidat, qui ne l'a pas été de toute façon, vous m'avez supplié...

M. Charest : (signe d'arrêter avec sa main)

M. Landry (hors champ) : Et sommé d'investir dans Alcoa.

M. Moisan : Messieurs, je vous rappelle...

M. Landry (hors champ) : Suite à l'élection générale, vous changez d'idée.

M. Moisan : Messieurs, je vous rappelle que le thème, c'est le travail, l'éducation, famille et autres missions de l'État.

M. Landry : Justement, autre mission de l'État. Laissez-moi appuyer...

M. Moisan (hors champ) : Revenez au thème qui a été déterminé.

M. Charest : Sur la question que pose M. Landry, je tiens à lui répondre et à lui dire ceci : le Parti libéral du Québec aime mieux réduire les impôts des familles avec enfants plutôt que de proposer des choses qui sont absurdes comme de subventionner les vacances des gens. Vous voyez bien que vous intervenez dans la vie des gens. Ça n'a aucune espèce d'allure ce que vous proposez et le 14 avril prochain, que personne ne compte sur nous

M. Landry (hors champ) : Non, non.

M. Charest : Pour poursuivre cette idée absurde que vous avez proposée, de subventionner les vacances des gens. J'aime mieux remettre de l'argent dans leurs poches.

M. Landry : D'abord, ce n'est pas les gens, c'est les gens démunis. Moins de 50 000 dollars. Deuxièmement, ça va faire 100 millions de dépenses touristiques en Gaspésie, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, à Sherbrooke. Les félicitations sont venues de Sherbrooke aujourd'hui. Puis, j'ai dit que je ne commentais pas les sondages en général sur l'intention de vote, mais la population appuie massivement notre plan de soutien aux familles. La France a réussi à régler son problème démographique avec de telles politiques.

M. Charest (hors champ) : Je peux-tu vous poser une question?

M. Landry : Mais je vais vous refaire mon compliment. Attendez. Quand vous avez déposé votre cadre financier, il aurait pu se défendre. On gèle tout, mais vous avez dégelé tout de semaine en semaine. Quand ce n'était pas un de vos candidats députés c'était une autre. Il y en a une qui a été dire à la culture : « ah bien non, ça s'appliquera pas à la culture ». Un autre qui est allé dire : « non, on va continuer les garderies à cinq piastres, on va augmenter les places ». Vous avez fait exploser votre cadre financier.

M. Moisan (hors champ) : Monsieur.

M. Landry : Comme une bombe. Même au début il était [le cadre financier] pas très bon. Parce que la Banque Royale a dit qu'il y avait une dichotomie, c'est-à-dire une déchirure entre le programme libéral et le cadre financier qui l'accompagne.

M. Moisan : Monsieur, M. Charest.

M. Landry (hors champ) : Banque Royale. Vous avez cité Claude Piché, je vous réponds par la Banque Royale.

M. Charest : La banque, la Banque Royale a jamais dit ça M. Landry. Je vais vous le dire encore une fois, c'est faux.

M. Landry (hors champ) : C'est M^{me} Bastarache.

M. Charest : Mais dites-moi donc quelque chose. Vous proposez là la semaine de quatre jours... Ça sort de nul par, ça. On vient de faire un amendement à la loi sur les normes du travail. Il n'en a jamais été question. Dans votre budget, vous ne vous avancez là-dessus, sauf pour une étude. La fédération des entreprises indépendantes dit que ça va coûter 700 millions de dollars cette

affaire-là. Peut-être qu'ils ont raison, peut-être qu'ils ont tort. Combien d'études avez-vous fait là-dessus, vous? Combien d'études avez-vous fait pour mesurer les conséquences que ça aura sur l'économie du Québec?

M. Landry : Au moins un an d'études, puis le tour du Québec.

M. Charest (hors champ) : Ah oui, c'est la première fois qu'on en entend parler!

M. Landry : La suggestion vient de la chambre de commerce des jeunes.

M. Moisan : Merci Messieurs.

M. Landry (hors champ) : Hommage aux jeunes gens de la chambre de commerce.

M. Moisan : On passe à la suite du débat entre M. Charest et M. Dumont. M. Charest allez-y.

M. Charest : Monsieur, M. Dumont, je vous avoue que sur la question des bons d'éducation, les bons pour les garderies, effectivement vous proposez des choses qui ont été... qui ont fait l'objet de la promotion de la droite américaine, là, parce que dans le fond, ça ressemble à votre taux d'imposition unique aussi, que vous savez est très défavorable pour la classe moyenne, et c'est une idée que vous n'avez pas abandonnée paraît-il. Vous voulez en faire peut-être un projet pilote, mais à force d'emprunter des idées comme ça qui ont été rejetées, parce qu'elles étaient entre autres socialement injustes. Je prends, entre autres, la question des bons des écoles. Effectivement, ça menace la dernière école de village. De mon point de vue à moi, pour les régions du Québec, ça, c'est un enjeu absolument fondamental. Si on veut, pour l'avenir des régions du Québec, là, ça, c'est un enjeu absolument fondamental. Si on veut, pour l'avenir des régions du Québec, là, avoir des politiques qui se tiennent et qui les appuient, il faut les soutenir dans l'éducation, il faut les soutenir pour leurs services de soins de santé, il faut faire une décentralisation, oui. Mais votre proposition de bons d'études, là, va avoir un effet absolument désastreux, alors que dans notre système d'éducation on prévoit déjà la possibilité d'envoyer ses enfants à d'autres écoles, si on le veut. On a un système d'éducation qui est... qui fait la fierté des Québécois, parce que c'est issu de la Révolution tranquille, c'est les libéraux qui ont bâti ça. Mais j'essaye de vous suivre là-dessus, alors que tout le monde vous dit que ça ne marche pas. Pourquoi persistez-vous à essayer de mettre en place des idées qui, de toute façon, ne riment à rien?

M. Dumont (souriant) : Vous, vous embarquez dans le même jeu que M. Landry. Quand vous dites que tout le monde dit que ça ne marche pas. C'est sûr. C'est pas des groupes de pression organisés pour se défendre dans le système qui vont encourager à changer un certain nombre des règles du jeu, quoiqu'à d'autres endroits dans le monde, ils ont des systèmes de libre choix comme ça, les enseignants ont appuyé ça fortement, notamment en Europe. Et le système qu'on propose là, moi je me souviens, il y a dix douze ans, M^{me} Lise Payette avait fait un reportage extraordinaire sur le système d'éducation du Danemark. Elle parlait comment il y avait moins de fonctionnaires au Danemark par rapport au nombre... au nombre d'élèves qu'il y avait ici équivalent dans le système. Des écoles autonomes; chaque école avec un projet éducatif particulier. Du choix pour les parents. Il y a des exemples de succès absolument extraordinaires pour ça. Pour ce qui est des écoles de régions, il n'y a pas d'inquiétudes. On a la vision d'une école accrochée, une école proche de son milieu et je suis le seul de nous trois qui habite en milieu rural. Je pense que notre politique, c'est que ma fille ait plus, elle n'ait plus d'école. Là où

je veux vous entendre, cependant, c'est vraiment sur la question de la famille. C'est évidemment un des points très faibles, pour ne pas dire absents de votre programme. Et je sais que quand le Parti québécois a charcuté les allocations familiales, votre parti s'est préoccupé. Et aujourd'hui je suis surpris que vous ne reveniez à dire que les parents, quand un des deux parents, deux conjoints restent à la maison... Les parents n'en ont pas besoin de service de garde. Vous êtes dans la même position que le Parti québécois : que ces gens-là restent punis, abandonnés par le système. Je suis surpris que vous ne vouliez pas revenir là-dessus.

M. Charest : Bien, merci de me poser la question, sur toute la question des familles, parce que nous proposons des choses qui sont très concrètes et qui touchent très directement les jeunes familles, les jeunes familles avec enfant. Premièrement, des baisses d'impôt qui vont viser spécifiquement les jeunes familles avec enfant. On est le seul à le faire là. M. Landry aime faire des affaires de plan de vacances pour subventionner des vacances, ce qui absurde, mais enfin! Et dans votre cas à vous, vous avez des réductions d'impôt qui sont très timides. Nous, on propose ça, puis on vise les jeunes familles, entre autres. Puis, ça va avoir un impact majeur sur leurs revenus. Puis ensuite, elles pourraient prendre leur argent pour aller où elles veulent, puis faire les choix qu'elles veulent.

M. Dumont (hors champ) : Comment ça?

M. Dumont : Ça commence à être loin de la question un peu là...

M. Charest : Deuxième chose que je propose, c'est l'aide aux devoirs. L'aide aux devoirs, c'est plein de bon sens. Ça rejoint les jeunes familles qui ont des enfants à l'école, qui terminent l'école à trois heures, qui ont un espace de temps qui est libre. Ça les aide dans leur milieu. Prenez, à travers le Québec, il y a un projet qui s'appelle « Enfantaisiste » là, qui est dans la région de Sainte-Anne-des-Monts si ma mémoire est fidèle. C'est fantastique... qui aide les enfants en difficulté et dont le taux de succès est très élevé. Comme il y a des profs à la retraite à Cap-Chat qui font exactement la même chose. Ça, c'est une mesure qui vient en aide aux jeunes familles, entre autres. Et nous, on veut mettre l'emphase, entre autres, sur les jeunes familles qui ont des enfants malades ou handicapés. Ça, ça me paraît important. Une mesure qu'on propose, justement pour les personnes âgées, c'est de donner un coup de main pour les maisons intergénérationnelles. Quelqu'un qui garde une personne âgée chez elle aurait un aide, un appui de l'État. Ça, c'est une mesure qui touche les aides... comme on propose...

M. Moisan (hors champ) : Monsieur.

M. Charest : D'investir massivement dans les soins à domicile.

M. Charest (hors champ) : Ce que vous ne faites pas, parce que vous ne mettez pas d'argent dans la santé.

M. Dumont : Non, ce n'est pas vrai. On va mettre de l'argent dans la santé. Pas tout l'argent.

M. Charest (hors champ) : Ah, c'est nouveau!

M. Dumont : Notre cadre financier est public, comme le vôtre, puis c'est clair qu'on met de l'argent dans la santé. C'est différent : on ne met pas tout l'argent dans la santé. D'ailleurs, ça m'amène sur la question d'où on met l'argent, parce que vous en mettez un petit peu dans

l'éducation à peine pour suivre l'inflation. Et je trouve que, comme vous proposez l'aide au devoir, vous proposez des choses qui peuvent être intéressantes, mais vous ne réservez pas l'argent pour le faire. Nous on préfère réserver.... On ne mettra pas tout dans la santé; on va garder une bonne croissance des dépenses en éducation parce que c'est notre avenir. Laisser à chaque école, laisser à chaque école du choix pour faire des projets comme ceux-là.

M. Charest : Oui, mais vous reconnaissez qu'on en remet dans la santé, on en remet dans l'éducation? Ah bien!...

M. Dumont (hors champ) : Presque pas.

M. Charest : C'est jamais assez pour vous.

M. Moisan : Merci, merci.

M. Charest (hors champ) : Mais on en met plus dans l'éducation.

M. Moisan : Merci beaucoup. Alors le prochain thème, c'est l'avenir politique du Québec. On ne peut bien sûr esquiver le sujet dans une campagne électorale au Québec. C'est un sujet de discussion récurrent, si je puis dire. Dans quelques mois, il y aura changement de garde à Ottawa. Est-ce que ça pourrait ouvrir de nouvelles perspectives dans les relations Québec-Ottawa? Sur certains dossiers, les relations interprovinciales se sont améliorées. Alors dans ce contexte, et dans un contexte aussi de mondialisation, comment voyez-vous l'avenir politique du Québec? Alors, vous avez chacun votre vision là-dessus : souverainiste, autonomiste. On commence avec vous : M. Charest.

M. Charest : M. Landry vous demande un nouveau mandat pour faire de la souveraineté sa première priorité. M. Landry est d'abord en politique pour cette raison. Le gouvernement qu'il vous propose est un gouvernement qui poursuivra par tous les moyens et dans tous les dossiers son objectif premier qui est de préparer et de gagner le prochain référendum sur la souveraineté. D'ailleurs, dans son programme, il a un plan de transition vers la souveraineté avec l'élaboration d'une constitution du Québec. Son échéancier de mille jours tient toujours. Aujourd'hui, on serait, semble-t-il, au jour 794. C'est un choix que je respecte. Mais je vous propose autre chose. Je vous propose un gouvernement dont la première priorité ne sera pas la souveraineté, un gouvernement dont la première priorité sera : la santé. Mon gouvernement va redonner au Québec son rôle de leader dans la fédération canadienne. Ce leadership nous permettra, par exemple, de nous attaquer au problème du déséquilibre fiscal. On ne saura jamais si M. Landry veut régler le problème dans l'intérêt des Québécois ou s'il veut que le problème ne se règle pas dans l'intérêt de son option. Le Parti libéral du Québec redonnera au Québec son rôle de leader au sein de la fédération canadienne. Et même si M. Landry ne veut pas en parler ce soir, il reste toujours que M. Parizeau lui en parle. Aujourd'hui dans la région de Shawinigan, M. Parizeau disait qu'il est clair qu'on doit recommencer un processus référendaire. C'est donc dire là l'agenda caché de Bernard Landry et de son gouvernement. Le choix, ce sera donc un gouvernement pour la souveraineté ou pour la santé.

M. Moisan : Merci M. Charest. M. Dumont.

M. Dumont : Quand la Révolution tranquille s'est mise en branle, un objectif fondamental unissait la population : permettre au Québec de rejoindre les autres nations modernes. L'audace,

la foi, la fierté d'un d... d'un destin national ont poussé une génération à bâtir en quelques années un État moderne. En 1977, le Parti québécois a fait faire une autre avancée au... au Québec, au peuple du Québec avec l'affirmation de la langue française. Ces gouvernements étaient branchés sur les besoins de la population. Vingt-cinq ans plus tard, il existe maintenant un fossé immense entre les obsessions politiques des vieux partis et la réalité quotidienne des gens. Loin de préparer l'avenir, les éternels débats constitutionnels ont affaibli le Québec, l'ont mené dans un cul-de-sac. Les vieux partis s'enlisent dans les mêmes chicanes. Et le résultat, c'est la division, des déchirements à l'intérieur même des familles, des échecs qui sapent la force politique du Québec. L'ADQ est née d'une trahison par le Parti libéral des intérêts supérieurs du Québec. Je suis fier que nous ayons construit un parti qui unit les gens derrière une fidélité première au Québec. Pour moi, l'avenir politique du Québec passe d'abord par notre capacité à miser sur ce qui nous unit plutôt que sur ce qui nous divise. J'ai un goût profond que notre État retrouve son audace et sa capacité d'agir.

M. Moisan : Merci M. Dumont. M. Landry.

M. Landry : Pour ce qui est de l'avenir du Québec, je m'engage d'abord, dans l'immédiat, à défendre fermement les intérêts de notre nation, notamment pour obtenir du gouvernement central l'argent dont nous avons besoin pour financer la santé. Nos adversaires ne semblent pas avoir compris que le Québec gagne à se tenir debout. Il faut faire preuve de leadership pour défendre nos intérêts. Je l'ai fait en ralliant tous les premiers ministres des autres provinces dans le dossier du financement de la santé et nous avons obtenu 800 millions de dollars, la moitié, je dois dire, de ce qu'Ottawa nous doit. Cette stratégie a quand même porté fruit. Ce fut un premier pas. J'entends dès le lendemain de ma réélection m'associer de nouveau à mes collègues du reste du Canada pour continuer la bataille et obtenir une partie des surplus du gouvernement fédéral pour la santé en particulier. Mais vous connaissez ma position profonde sur l'avenir du Québec. Elle repose sur deux convictions : la première est que la question nationale du Québec n'est pas réglée et qu'elle doit l'être au plus tôt, et non pas reportée sur la génération de vos enfants, M. Dumont. La deuxième, c'est que la meilleure solution pour le Québec, comme pour toutes les nations libres consiste à voler de ses propres ailes, à faire entendre sa voix bien à lui dans le monde, aux Nations Unies, ailleurs. À faire ses choix. À avoir ses impôts ici, puis pas ... de ne pas envoyer les deux tiers à Ottawa. Bref, à s'assumer pleinement en devenant un pays souverain. Je prends l'engagement, envers vous ce soir, de toujours poursuivre l'intérêt supérieur du Québec. Je suis souverainiste.

M. Moisan (hors champ) : Merci.

M. Landry : J'aime profondément ce pays.

M. Moisan (hors champ) : Merci M. Landry.

M. Landry : Je veux qu'il soit libre au plus tôt.

M. Moisan (hors champ) : Merci.

M. Landry (hors champ) : Et je respecterai le rythme de la population.

M. Moisan : pour débattre de la question, maintenant, MM. Landry et Charest. M. Landry vous avez la parole.

M. Landry : Bien, M. Charest, vous m'avez déçu en matière constitutionnelle. Puis là c'est un souverainiste qui parle, mais un nationaliste québécois. Votre position constitutionnelle, quand elle est sortie, je ne veux pas vous bousculer, elle a été accueillie dans une froideur totale dans le reste du Canada et dans l'indifférence aussi complète au Québec. Vous êtes allé – et ça, ça m'a déçu profondément parce que vous êtes un successeur de Robert Ba... Bourassa – plus bas qu'Adélard Godbout. Alors moi, la question que je vous pose : je crois que vous êtes d'accord avec le fait que le Québec forme une nation. Je vous l'ai déjà entendu dire, M. Dumont aussi d'ailleurs, je le pense. Si le Québec forme une nation, voulez-vous m'expliquer pourquoi cette nation a le statut politique d'une simple province d'une autre nation? C'est ça la question du Québec et je ne veux pas qu'on la mette sous le boisseau, parce qu'on n'a pas l'énergie ou le courage d'en parler. Moi aussi, je suis fatigué de parler de souveraineté, puis je cesserai d'en parler quand elle sera faite. C'est comme ça que j'interprète mon devoir.

M. Charest (hors champ) : M. Landry.

M. Landry : Et vous, pourquoi ne parlez-vous pas de la question nationale?

M. Charest (hors champ) : M. Landry.

M. Landry : En avez-vous parlé dans vos discours tout au long de la campagne? Moi j'en ai parlé dans tous mes discours.

M. Charest : Ça m'a fait plaisir en parler, d'autant plus que je suis très fier d'être Québécois. J'ai présenté effectivement une approche qui est très différente de la vôtre et que vous n'approuverez jamais. Avouez que vous n'approuverez jamais mon approche. Ça, là-dessus, on s'entend, parce que vous êtes souverainiste, même si vous cherchez à le cacher. Et aujourd'hui, Jacques Parizeau...

M. Landry (hors champ) (visage en colère).

M. Charest : ... qui est à Trois-Rivières disait ceci : l'ex-premier ministre a persisté et signé en attribuant à l'argent et au vote des communautés culturelles la défaite référendaire de 1995. Vous rappelez sa fameuse déclaration : étiez-vous en accord avec cette déclaration?

M. Landry (hors champ) : Ce n'est pas la meilleure.

M. Charest : Il a rappelé que 61 % des francophones du Québec avait voté oui. M. Parizeau estime que lorsqu'on vient si près du but, il est clair que l'on doit recommencer un processus référendaire. Êtes-vous en train de nous dire que vous êtes d'accord avec sa déclaration regrettable du soir du référendum qu'il est en train de répéter aujourd'hui même M. Landry?

M. Landry (hors champ) : Sûrement pas.

M. Charest : Il est en train de nous diviser à nouveau.

M. Landry (hors champ) : Sûrement pas.

M. Charest : Et les Québécois ne veulent un gouvernement qui nous divise. On s'est prononcé là-dessus en 80, on s'est prononcé en 95. À un moment donné, il faut pouvoir passer à autre chose. Eh oui! Je sais que le Québec peut faire mieux, à la condition qu'il assume son leadership, ce que

vous ne ferez jamais, vous, parce que vous n'y croyez pas. Mais moi, j'y crois et j'ai l'intention, à partir du 14 avril prochain, de rassembler les Québécois, pas de les diviser comme Jacques Parizeau le fait aujourd'hui. Et si vous avez des principes, dès maintenant, vous allez rappeler à l'ordre Jacques Parizeau.

M. Landry : D'abord.

M. Charest (hors champ) : Vous n'attendrez pas un instant de plus pour qu'il permette, pour qu'il continue à diviser les Québécois.

M. Moisan (hors champ) : M. Landry.

M. Landry : Il n'y a jamais personne qui a fait un consensus semblable avec les autres premiers ministres. D'habitude, c'était...

M. Charest (hors champ) : Vous ne répondez pas à la question. Êtes-vous d'accord?

M. Charest : Avec Jacques Parizeau?

M. Landry : Je n'ai jamais été d'accord avec quelque déclaration qui puisse heurter quelque segment de la nation québécoise.

M. Charest (hors champ) : Vous n'êtes pas d'accord avec Jacques Parizeau?

M. Landry : Multiethnique?

M. Charest : Vous n'êtes pas d'accord?

M. Landry (hors champ) : Et qui est fier...

M. Landry : ... quand même de sa culture et de sa langue. Mais si – je vais vérifier – la déclaration de Parizeau est absurde, la vôtre quand vous dites que je cache le fait que je sois souverainiste l'est plus encore.

M. Charest (hors champ) : Cachez votre agenda...

M. Landry : Soyons sérieux. Ça fait 30 ans et plus qu'avec des millions de personnes... Il nous a manqué 30 000 votes au référendum. Hein! On avait 50 % des voix, il y a des millions de gens là...

M. Charest (hors champ) : Cachez votre agenda...

M. Charest : M. Landry, M. Landry : je peux-tu vous poser une question? C'est quoi votre première priorité, vous, le lendemain, est-ce que c'est la santé ou la souveraineté?

M. Landry : Bien j'ai montré ce que je pouvais faire comme priorité. J'ai géré le Québec comme jamais.

M. Charest (hors champ) : Êtes-vous capable de répondre à la question?

M. Landry : Comme jamais vous avez pu le faire.

M. Charest (hors champ) : Est-ce que c'est la souveraineté?

M. Landry : L'économie n'a jamais aussi bien fonctionné.

M. Charest (hors champ) : Vous ne répondez pas à ma question.

M. Landry : Le déficit est à zéro.

M. Charest (hors champ) : Vous ne répondez pas.

M. Landry : Si on peut mettre de l'argent en santé...

M. Charest (hors champ) : Vous ne répondez pas.

M. Landry : C'est parce que nous sommes prospères.

M. Charest (hors champ) : Vous ne répondez pas.

M. Landry : Vous voulez qu'on divise la vie nationale comme un saucisson.

M. Charest (hors champ) : Vous ne répondez pas.

M. Landry : Oui je réponds, mais vous ne m'écoutez pas.

M. Charest : Est-ce que c'est la souveraineté ou la santé?

M. Landry (hors champ) : On ne divise pas la vie d'un peuple...

M. Landry : Dire économie, santé, travail, question nationale...

M. Charest (hors champ) : Vous ne répondez pas.

M. Landry : Je travaille sur tout en même temps. Je suis au service du Québec. C'est l'histoire de ma vie.

M. Charest (hors champ) : Vous ne répondez pas.

M. Charest : Vous ne répondez pas. C'est la souveraineté votre première priorité.

M. Landry (hors champ) : Bien non.

M. Charest : Pour nous, c'est la santé.

M. Landry : Vous n'écoutez pas.

M. Landry (hors champ) : Pour la santé...

M. Charest : Si vous n'avez pas la franchise de le dire, je vais le dire. Dans votre programme, vous avez prévu quoi?

M. Landry : Vous mettez tout, vous mettez tout dans les baisses d'impôt.

M. Charest : Vous avez prévu un plan national pour la souveraineté, oui ou non?

M. Charest (hors champ) : Est-ce que vous avez prévu un plan national pour la souveraineté dans votre plan?

M. Landry : Je veux imiter un de vos prédécesseurs, Robert Bourassa, qui voulait faire avancer le Québec...

M. Charest (hors champ) : Robert Bourassa n'était pas un souverainiste, M. Landry.

M. Landry : Il a fait la commission Bélanger-Campeau. Non, mais il a parlé de la question de Bruxelles.

M. Charest (hors champ) : J'ai connu Robert Bourassa...

M. Charest : ... et il n'était pas un souverainiste, Robert Bourassa.

M. Landry (hors champ) : Il était pas mal plus avancé que vous.

M. Landry : C'est lui qui a dit que le Québec...

M. Charest (hors champ) : Il n'était pas un souverainiste.

M. Landry : C'est lui qui a dit que le Québec était libre de son destin, après la déception de Meech.

M. Charest (hors champ) : Oui, oui.

M. Landry : Alors, si le Québec est libre de son destin, laissez-moi, avec des millions de personnes, faire progresser, en tout respect pour votre opinion, le Québec vers son destin.

M. Charest (hors champ) : Vous n'êtes pas capable...

M. Charest : Vous ne voulez pas répondre à cette question.

M. Landry (hors champ) : Bien je vous ai répondu tantôt. La question n'était pas claire.

M. Charest : Dans votre programme, est-ce que oui ou non il y a un plan national de transition à la souveraineté?

M. Landry : Absolument. En tout respect de la population. C'est la clarté absolue.

M. Moisan : Merci. C'était là tout le temps qu'on a sur ce débat-là, sur cette portion du débat, alors maintenant M. Charest et M. Dumont. Je vous rappelle que vous avez cinq minutes pour en débattre, alors la parole est à vous M. Charest.

M. Charest : Merci... M. Dumont. J'hé... j'hésite presque à vous poser la question que je vais vous poser parce qu'on vous la pose tellement souvent, hein! Si vous êtes souverainiste ou fédéraliste, puis vous répondez en disant : c'est des étiquettes et les Québécois veulent se sortir de cela. Sauf que je vous dirais ceci : moi, mon ambition c'est de devenir premier ministre du Québec. C'est l'ambition de M. Landry. C'est l'ambition de se faire réélire. M. Landry, lui, il vient de l'admettre, il est souverainiste et il a un plan national pour la souveraineté. Moi, je crois que l'avenir du Québec s'inscrit à l'intérieur du cadre fédéral canadien. Quand vous vous dites : les Québécois, pour eux, c'est des étiquettes, c'est une chose, puis je comprends qu'il y a des

citoyens pour qui cette affaire-là c'est encore une source d'interrogation. Mais si vous voulez devenir premier ministre du Québec, M. Dumont, vous n'êtes pas un citoyen ordinaire. Et, croyez-moi, ça change tout dans le travail qu'on est appelé à faire. On a des relations à tous les jours avec l'autre palier de gouvernement. Être souverainiste ou fédéraliste, là, ce n'est pas un détail. Vous avez l'obligation morale de vous présenter. Et je vous dirais que c'est l'obligation qui dépasse... malheureusement ce que vous avez fait dans votre discours de Toronto, alors que vous êtes allé à Toronto dire aux gens de l'extérieur du Canada : ne vous inquiétez pas, essentiellement c'est ce que vous avez dit. On ne vous dérangera pas, parce que l'ADQ... on ne vous dérangera pas. Jamais dans l'histoire du Québec, M. Dumont, jamais il y a un chef politique qui a fait ce que vous avez fait, aller chercher des applaudissements à Toronto.

M. Dumont (hors champ) : Oui. Vous avez...

M. Charest : Ça, je pense que vous devez le regretter profondément. Mais je vous demande aujourd'hui...

M. Dumont (hors champ) : M. Charest.

M. Charest : Puisque vous dites aspirer devenir premier ministre du Québec. Êtes-vous capable de dire aux Québécois qui vous êtes?

M. Dumont : Oui, absolument.

M. Charest (hors champ) : Si vous n'êtes pas capable, ça veut donc dire que vous ne le savez pas.

M. Charest : Qui vous êtes?

M. Moisan (hors champ) : M. Dumont.

M. Dumont : Oui, absolument. C'est intéressant que vous posiez la question aujourd'hui, parce que ce matin il y a un sondage qui disait qu'une majorité de Québécois sont tannés de ces vieilles étiquettes. Alors moi, là, je respecte la décision des citoyens qui l'ont prise ensemble, en référendum en 1995. Moi je suis un Québécois. Je veux que ça marche et ça va continuer à se faire à l'intérieur du régime canadien. C'est ça que les Québécois ont décidé en 1995 et on va, au cours des prochaines années, travailler à améliorer ça. J'ai une mauvaise nouvelle... une mauvaise nouvelle pour vous. J'écoutais tantôt le débat libéral, péquiste et constitutionnel. On avait l'impression de revoir un film qui tourne, et qui tourne et qui tourne depuis des décennies. Je pense que nos cotes d'écoute... Je pense qu'il y a des gens leurs TV. Nos cotes d'écoute ont baissé. Et ce que je trouve drôle : c'est en 1997. Vous étiez chef du Parti conservateur et en débat, vous aviez dit : il faut unir les gens, il faut sortir de ces étiquettes fédéralistes, souverainistes. Vous avez dit : il faut tourner la page, et puis voir les choses autrement, puis unir les gens et j'avais voté pour vous, puis là je me rends compte que vous vous êtes laissé entraîné dans la même chicane, entraîné dans la même chicane.

M. Charest (hors champ) : Monsieur, M. Dumont.

M. Charest : C'est intéressant que vous disiez ça, parce que s'il y a une chose sur laquelle les gens savent où je me campe, c'est sur cette question là, contrairement à vous. Vous, vous n'êtes pas capable de nous dire qui vous êtes. Si vous n'êtes pas capable de nous dire...

M. Dumont (hors champ) : Je pense que les gens savent.

M. Charest : Qui vous êtes? Ça va être difficile pour les gens, les citoyens du Québec de vous faire confiance. Mais je peux vous dire qu'en 1997, moi, je défendais la question d'un transfert de points d'impôt au Québec. Ça je l'ai fait en 97 et j'ai perdu des appuis ailleurs à cause de ça. J'en ai payé le prix politique, parce que dans mes convictions, dans mes tripes, effectivement dans mon cœur et ma tête je savais que c'était ce qu'on devait faire. Et je continue de le croire aujourd'hui. Quand j'ai suggéré au gouvernement de M. Landry de faire ça en 1999, ils ont rejeté ça du revers de la main. Ils ont dit : c'est pas bon cette affaire-là. Moi, je n'ai pas changé d'idée là-dessus. Mais quand vous, vous êtes allés à Toronto et que vous êtes revenu quelques jours plus tard pour dire : je suis la personne la mieux placée pour défendre la question du transfert d'impôt, parce que je vais la défendre sur toutes les tribunes. Comment se fait-il que vous n'avez pas dit un seul mot là-dessus?

M. Dumont (hors champ) : C'est faux.

M. Dumont : C'est faux, M. Charest.

M. Charest (hors champ) : J'ai lu votre discours.

M. Charest : J'ai lu chaque mot.

M. Dumont (hors champ) : Justement.

M. Charest : J'ai lu les introductions et les remerciements.

M. Dumont (hors champ) : Oui.

M. Charest : Vous n'en avez jamais parlé.

M. Dumont : C'est faux. J'ai dit, à Toronto. D'abord, j'ai prononcé un discours économique, parce que je pense que c'est important qu'on parle d'autre chose que de la Constitution, incluant quand on quitte le Québec. Mais j'ai dit en des termes très clairs : que le Québec allait défendre son point sur toutes les tribunes, allait participer à tous les forums pour amener ces points. La politique de la chaise vide, j'ai dit que ça serait fini. Il y a une chose par contre : vous parlez beaucoup de discours. Le discours de Toronto, puis vos discours, vos discours. Moi ce dont je veux vous parler, c'est des gestes... À l'Assemblée nationale, il arrive qu'on ait à se lever, à se prononcer sur des enjeux qui concernent l'intérêt général du Québec. Quand le rapport sur le déséquilibre fiscal est sorti, on voulait adopter une motion des trois partis. On vous a attendu 87 jours. Quand la loi sur la clarté, M. Stéphane Dion, a été rendue publique : on avait besoin d'un vote unanime, pour que notre Assemblée nationale parte fort... parle fort, pardon, on vous a attendu 267 jours. Dans les deux cas, moi, la première journée, j'étais prêt à me lever dans l'Assemblée nationale et à parler au nom des Québécois.

M. Charest (hors champ) : Monsieur, M. Dumont.

M. Charest : S'il y a une chose dont je suis très fier, c'est qu'à chaque fois que j'ai parlé à l'extérieur du Québec, même quand j'étais au niveau fédéral comme Québécois, j'ai toujours défendu...

M. Dumont (hors champ) : Les discours.

M. Charest : Les intérêts du Québec.

M. Moisan (hors champ) : Merci.

M. Moisan (plan sur Moisan).

M. Charest (hors champ) : J'ai jamais été cherché des applaudissements, contrairement... (suite inaudible)

M. Moisan : Alors au tour maintenant de MM. Dumont et Landry de s'affronter. D'abord, M. Dumont.

M. Dumont : Oui, mais vous ne serez pas surpris que je revienne sur ce dont M. Charest a parlé. Moi j'avais été profondément attristé et inquiété par les propos qui avaient été tenus par l'ancien premier ministre, M. Parizeau en 1995. À différents niveaux, mais le vote ethnique, l'utilisation d'un nous qui englobe pas l'ensemble des Québécoises et Québécois. Vous savez que le gouvernement est très en retard. À l'heure, on va aller, vous et moi, visiter une entreprise au centre-ville de Montréal. Vous allez voir : des gens, des Vietnamiens, des Québécois francophones, des anglophones, des Espagnols, ça travaille tout ensemble. Puis, au gouvernement, il n'y en a presque pas des gens des communautés culturelles, presque pas dans le gouvernement, très peu qui sont nommés dans les plus hauts postes du gouvernement. Puis là, en plus, on recommence les discours « divisifs » à l'intérieur de votre campagne, parce que vous avez annoncé que M. Parizeau allait faire partie de votre campagne. Si vous vérifiez les propos que je vous... ne semblez pas être au courant, si vous vérifiez les propos qui ont été tenus. Est-ce que vous allez demander à M. Parizeau...

M. Landry : Non, mais. Oui.

M. Dumont (hors champ) : Est-ce que vous allez demander à M. Parizeau de se retirer...

M. Dumont : ... de la campagne électorale du Parti québécois?

M. Landry : Même si.

M. Dumont (hors champ) : Allez-vous lui demander de se retirer de la campagne?

M. Landry : Même si je n'ai pas vérifié les propos de Parizeau là, je peux vous dire que je ne les ai pas approuvés la première fois non plus, puis vous avez parfaitement raison. Ce « nous » était mal placé. Nous, c'est l'ensemble de la nation québécoise avec sa diversité culturelle, sa diversité ethnique, son tronc commun d'origine française dont nous sommes fiers. Et j'ai passé largement mon existence à essayer de tisser des liens, même à apprendre la langue d'un des groupes les plus importants qui vit parmi nous au Québec. Et il ne doit pas y avoir de... Le projet, le projet québécois c'est un projet extrêmement positif, c'est un projet national. Comme celui de l'Écosse ou comme celui de la Catalogne ou comme celui de l'Irlande, qui a fait son indépendance au début du siècle. Mais ce qui m'étonne, c'est que vous-même avez dit que vous alliez reporter la question d'une génération, la génération de vos enfants. Ça veut dire que des gens qui ont 25 ans qui nous écoutent ce soir, avec vous, ils ne réaborderont pas la question nationale avant d'être quinquagénaires. Il me semble que ce n'est pas correct. On ne peut pas faire ça à notre Québec.

On ne peut pas le bloquer dans son évolution et le garder éternellement dans un statut provincial. Parce que ce n'est pas juste une question de langue, de culture, d'identité. C'est aussi une question d'argent. De 50 millions de dollars par semaine.

M. Dumont (hors champ) : M. Landry. M. Landry.

M. Landry : De déséquilibre fiscal, d'économie.

M. Landry (hors champ) : Le projet québécois, c'est un beau projet intégré.

M. Landry : J'espère que personne ne le salira jamais.

M. Dumont : Oui, mais notre nation comme vous dites là. Elle a décidé en 1995, c'est tout récent, elle a décidé de continuer à vivre dans un système qui s'appelle le Canada. Je pense que notre devoir, c'est d'accepter le résultat et comme nationaliste, autonomiste, de chercher à faire marcher le système, à le faire avancer là-dedans. Mais je veux revenir à la première question : vous n'avez même pas effleuré une réponse. Ce que vous allez demander à M. Parizeau. Est-ce que de tels propos « divisifs » peuvent, oui ou non, faire partie des discours officiels de votre campagne?

M. Landry : Sûrement pas.

M. Dumont (hors champ) : M. Parizeau, il va se retirer de la campagne?

M. Landry : Je dis avec fermeté. Je vais vérifier. Je ne veux pas condamner sans procès sans examen. *Audi alteram partem* (entendre les autres côtés). Mais si ce que l'un ou l'autre ou les deux d'entre vous ont dit à ce sujet est vrai, je ferai – et c'est mon devoir de le faire – ce que vous demandez. Mais revenons sur les délais...

M. Dumont (hors champ) : Parce que... non, je comprends.

M. Landry : Vous avez dit il y a quelques années : moratoire de 10 ans. Quelques années après 95. Là vous êtes rendu à 25 ans. Quand est-ce que vous allez passer à 50 ans? Il me semble que, pour une question aussi sérieuse que le destin national du Québec, les attermoissements que vous proposez ne sont pas convenables. Soyons honnêtes avec la population. Moi, je dis je veux y aller le plus vite possible en respectant les rythmes et la démocratie de notre peuple.

M. Dumont (hors champ) : Ouais...

M. Dumont : Vous, je vais vous dire deux choses. D'abord, je pense que c'est une question qui appartient au peuple.

M. Landry (hors champ) : C'est vrai.

M. Dumont : Et le peuple a tranché au référendum de 95. Moi, mon idée, c'est que le jour où au Québec il y a aura clairement une majorité de gens qui vont souhaiter ça, peu importe les partis qui vont être en place, ça va arriver tout seul. C'est mon opinion. Il y a... Je pense que c'est un proverbe chinois qui dit : « quand il y a une pousse de riz là, si on tire dessus, on a plus de chance de l'arracher que de la faire pousser plus vite ».

M. Landry : J'espère que ce jour va arriver le plus tôt possible.

M. Dumont (hors champ) : Je veux juste revenir sur... Je veux juste...

M. Landry : Et quand j'aurai cette majorité, je voudrais que vous m'assuriez de votre concours pour qu'on bâtitse intergénérationnel le Québec que nous devons avoir.

M. Dumont (hors champ) : Oui, mais. Oui.

M. Dumont : Oui, mais ce que j'aimerais vous dire, c'est que, en attendant que les Québécois veuillent parler de cette question, parce qu'aujourd'hui c'est clairement pas là, et je ne pense pas que ça va être le cas dans un avenir prévisible. Je pense que c'est important de ne pas diviser le Québec. Et, vous m'avez parlé beaucoup de sincérité, des efforts que vous avez faits pour ne pas diviser le Québec. Il n'en demeure pas moins que votre parti, les déclarations qui ont été faites le soir du référendum. Ce n'est jamais de votre faute, mais vous êtes pris dans des situations qui divisent le Québec.

M. Landry (hors champ) : Bien, il y a...

M. Landry (plan sur M. Landry).

M. Dumont (hors champ) : Je pense que vous devez poser des gestes plus fermes.

M. Landry : Beaucoup de gens dans votre parti... qui font beaucoup de déclarations qui divisent et qui massacrent complètement votre plateforme politique.

M. Moisan (hors champ) : Merci. Merci beaucoup.

M. Moisan : C'est terminé. Merci Messieurs. Et voilà, ceci met un terme au débat proprement dit sur les grands thèmes et les grands enjeux de cette campagne électorale. Vous avez maintenant trois minutes chacun pour conclure et le tirage au sort a désigné le chef de l'Action démocratique pour commencer, Mario Dumont.

M. Dumont : Je suis heureux de ce débat. La société québécoise est arrivée à un carrefour. Et face à la retraite massive des baby-boomers, on ne peut plus nier la réalité. Il va y avoir énormément plus de besoins et moins de travailleurs pour payer. Face à cette réalité écrasante, il faut changer notre modèle de gouvernement. Radicalement. Et c'est pour ça que l'ADQ propose des changements importants qui en surprennent d'ailleurs plusieurs par leur audace. Comme en 1960, Jean Lesage et son équipe l'avaient compris. Avec les temps qui changent, les modèles de gouvernement doivent évoluer et s'adapter aussi. Quarante ans après la Révolution tranquille, voilà où on en est. L'ADQ propose de faire évoluer notre modèle de gouvernement obèse, paternaliste, mur à mur, contrôlant vers un modèle de gouvernement responsable qui fait confiance au jugement des personnes pour faire des choix. D'abord, un État responsable, c'est un État qui cesse de pelleter les factures aux générations futures; c'est un État qui protège jalousement l'héritage reçu : ressources naturelles, la culture, tous ces aspects de ce qu'on veut laisser de beau aux générations qui nous suivent. Ensuite, un État responsable, c'est aussi un État qui dit oui à tous les besoins d'autonomie des régions, besoin d'autonomie des municipalités, des communautés, des familles. Dans toutes les situations de la vie : services de garde, les écoles. On est convaincu que personne n'est mieux placé que les familles pour décider ce qui est bon pour elles, pour les enfants. Pas même le mieux intentionné des politiciens. Finalement, un État responsable, c'est un État qui place les intérêts, les besoins des personnes au-dessus de ceux du

ystème et des lobbys. Ces lobbys, qui rendent impossible une gouverne basée sur le bien-être à long terme des citoyens. Mon engagement : gardez le cap sur l'avenir, respecter les personnes, respecter la classe moyenne qui est si étouffée. Remplacer l'inquiétude, celle des aînés, celle des jeunes, par la confiance. Le Québec a des ressources extraordinaires. En terminant, je fais appel aux femmes et aux hommes du Québec qui partagent nos préoccupations pour l'avenir et nos valeurs d'être là le 14 avril sans réserve pour appuyer les candidates et les candidats de l'Action démocratique du Québec dans tous les comtés pour provoquer un vrai changement. Un vrai changement, c'est plus que changer la couleur du gouvernement, c'est changer le modèle de gouvernement. En temps de guerre, je dis : on est heureux de privilège de vivre en démocratie. Merci à M. Charest. Merci à M. Landry. Merci à M. l'animateur M. Moisan. Bonne fin de soirée!

M. Moisan : Merci M. Dumont. Au tour maintenant du chef du Parti libéral du Québec, M. Jean Charest.

M. Charest : Je suis ici devant vous aujourd'hui parce que je crois profondément que nous pouvons faire avancer le Québec. Pour moi, la politique c'est une affaire de conviction. C'est surtout une affaire de valeurs. Et j'ai, avec moi, une équipe absolument exceptionnelle. Nous sommes prêts à bâtir avec vous un Québec qui réussit à soigner rapidement, qui aide les parents qui ont des enfants, qui réussit à être plus prospère dans toutes ces régions. L'équipe libérale a surtout fait ces devoirs. Nous avons un plan solide que nous avons développé avec les Québécois dans toutes les régions du Québec. Ce que nous vous proposons, c'est un gouvernement dont la première priorité, c'est la santé. Pas la seule, mais la première. On va aussi réduire les impôts de tous les contribuables, en particulier ceux des jeunes familles avec enfant. On va éliminer le gaspillage, on va faire le ménage dans les subventions et les crédits d'impôt. On va revoir le rôle de l'État en y associant les employés de la fonction publique. Et on va conclure un véritable partenariat de développement avec les régions du Québec. On vous a écouté, on vous a entendu et on vous propose un plan pour vous. Le débat de ce soir a clairement montré le choix qui s'offre à vous. Vous avez le choix du *statu quo*, un gouvernement qui s'est déconnecté de la population et qui, franchement, a placé sa cause au-dessus de vos intérêts, des intérêts à vous. Et il continuera à le faire. La priorité du Parti québécois sera toujours la souveraineté. Vous avez le choix de voter pour le Parti libéral du Québec, qui a un projet pour rassembler les Québécois, et dont la santé est la première priorité. Et vous avez remarqué que M. Landry, sur cette question, de la santé, a continué à refuser de répondre, quand il ne blâme pas les autres pour les décisions de son gouvernement. Voulez-vous donc un gouvernement de santé ou un gouvernement de transition vers la souveraineté comme l'a admis, ce soir, finalement M. Landry. Ou encore il y a le choix de M. Dumont. Mais M. Dumont n'a rien de très concret à vous proposer. Cependant, il divise les voix des Québécois qui veulent un changement de gouvernement. Il est clair ce soir qu'un vote pour l'ADQ, ce n'est pas un vote pour le changement. C'est, au contraire, un vote qui va bénéficier au Parti québécois. Un vote pour l'ADQ, c'est un vote pour le PQ. À ceux qui sont tentés par l'ADQ, je vous dis ceci : si vous voulez un changement, si vous croyez que la santé doit être notre première priorité, si vous croyez qu'il faut revoir le rôle de l'État, si vous croyez qu'il faut réduire les impôts, je vous invite à voter pour le Parti libéral du Québec. Le vrai changement, le changement de gouvernement, il est au Parti libéral du Québec. Lorsque vous irez voter le 14 avril prochain, vous serez prêt à répondre à une question qui est toute simple : quelle équipe, entre celle du Parti libéral du Québec et celle du Parti québécois est la mieux placée, la mieux préparée, pour mettre de l'avant les changements qui répondent à vos préoccupations? Le

Parti libéral du Québec est prêt à donner un nouveau souffle au Québec. Je suis prêt, l'équipe libérale est prête, nous sommes prêts.

M. Moisan : Merci M. Charest. Et on termine avec le président du Parti québécois, M. Bernard Landry.

M. Landry : Vous avez entendu ce soir mes collègues et moi-même présenter nos visions du Québec. Nos échanges ont servi, je l'espère, à mieux éclairer le choix que vous avez à faire dans deux semaines. Et l'intervention surprise du soi-disant incident Parizeau du chef libéral me permet de réitérer ma foi dans un Québec ouvert, fraternel et rassembleur, ce que j'ai toujours préconisé ainsi que mon parti. Le 14 avril prochain, vous aurez à choisir entre trois visions du Québec. Les choix qui vous sont proposés sont tranchés, et les valeurs qui sous-tendent l'action des partis très différentes. Le Parti québécois a fait ses choix. Il veut offrir aux Québécoises et Québécois une meilleure qualité de vie. Il veut pour cela mettre toutes ces énergies, au cours des prochaines années, à améliorer les services publics, notamment en santé et en éducation pour nos familles. La démarche que nous proposons à la population est rigoureuse, cohérente, responsable. Une idée maîtresse : pour améliorer la qualité de vie, il faut bâtir sur du solide. Et bâtir sur du solide veut dire nous donner une économie forte et gérer nos finances de façon responsable et équitable. Notre qualité de vie dépend de notre capacité à développer notre économie pour qu'elle crée des emplois dans toutes les régions. Vous connaissez mon bilan économique et ma lutte contre le chômage, que je considère littéralement comme un ennemi personnel. Vous savez quelle est la compétence de mon équipe. Le développement économique et la création d'emploi ont été et resteront au cœur de mon action comme chef de gouvernement au cours des prochaines années. C'est cette économie forte et des finances saines qui nous permettront d'améliorer les services publics et la qualité de vie. La santé restera, bien sûr, notre priorité. Nous avons un plan d'action rigoureux, largement appuyé par le milieu de la santé, qui commence à se déployer. Nous avons fait les choix budgétaires qui conviennent à ce plan. Par ailleurs, notre parti est aussi le seul à faire de l'éducation une véritable priorité. Notre volonté d'améliorer tous les maillons du système scolaire tranche avec le manque de vision de nos adversaires à ce propos. Notre parti veut surtout changer le visage du Québec des prochaines années pour que notre société accorde véritablement aux familles et aux enfants la place qui leur revient. Je l'ai dit : je ferai preuve d'audace pour y parvenir. La semaine de quatre jours, j'en prends l'engagement, sera une réalité dans quelques mois. La vision du Québec que nous vous proposons convient à une nation, ce que nous sommes. Et il faut en défendre fermement les intérêts. Le Québec gagne à se tenir debout comme vous l'avez vu récemment dans les négociations avec le gouvernement fédéral sur la santé. Il faut continuer cette bataille. Je la ferai avec la même détermination et fort de votre appui, j'aurai le même succès. Pour le Parti québécois, un Québec à sa pleine mesure est un Québec qui aura choisi d'assumer pleinement son destin en devenant un pays souverain. La porte de la liberté politique sera ouverte. Je souhaite que vous la franchissiez. Je vous inviterai à le faire, par ailleurs, dans le respect absolu de votre rythme et de la diversité de vos opinions.

M. Moisan : Merci Messieurs. C'est ainsi que prend fin le débat des chefs 2003. On espère que ce débat aura alimenté votre réflexion pour que le 14 avril prochain, vous puissiez faire un choix éclairé. Alors, nous avons le privilège chez nous de vivre dans une démocratie. Nous avons la liberté de choisir nos dirigeants. Voter, c'est un droit, mais c'est aussi une responsabilité. Il reste encore deux semaines de campagne pour vous informer. Quant à vous MM. Landry, Charest et

Dumont, alors merci d'avoir été là. Je vous souhaite une bonne fin de campagne, la meilleure des chances et puis, à la maison, bonsoir tout le monde et merci d'avoir été là. Au revoir!